



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 16 octobre.

Marie Ange Mushobekwa: «Tous les pays au conseil des droits de l'homme ne sont pas exemplaires». Marie Ange Mushobekwa, la ministre congolaise des Droits humains, estime que les pays qui siègent au Conseil des droits de l'homme de l'ONU ne sont pas tous exemplaires en matière des droits de l'homme. Elle réagit ainsi à la démarche entreprise par plusieurs ONG des droits de l'homme notamment Human Rights Watch (HRW) qui a appelé les Etats membres de l'ONU à ne pas voter en faveur de la RDC lors de prochaines élections du Conseil des droits de l'homme à cause «des violations généralisées des droits humains commises par le gouvernement [congolais] et de son manque de coopération avec les mécanismes des Nations unies» dans le domaine des droits humains. Elle ajoute que la RDC va apporter une influence positive au sein du Conseil. «Lorsque nous savons que chez nous les associations, telle que la Lucha, peuvent s'exprimer. Et qu'on peut avoir plus de 600 partis politiques et 300 stations radios, plus de 60 chaînes de télévision qui émettent en clair, nous pensons qu'il est important que nous puissions siéger au conseil des droits de l'homme et que nous pourrions apporter une influence positive au sein de cette institution». Mais, de nombreux activistes des droits humains en RDC se sont opposés à la candidature de leur pays. Le 12 octobre, 157 ONG congolaises ont appelé les États membres de l'ONU à rejeter cette candidature, affirmant que voter pour la RDC «enverrait un mauvais signal pour un pays qui est loin d'être exemplaire» en matière de droits humains.

Kasaï-Central : la société civile appelle les acteurs politiques à s'impliquer pour la réussite de l'enregistrement des électeurs. Le président de la société civile du Kasaï-Central, Jean-René Tshimanga demande aux acteurs politiques et aux leaders d'opinion de descendre dans les rues et quartiers de leurs territoires en vue de sensibiliser la population à l'enrôlement. Dans une déclaration, il fait état d'un faible taux de participation de la population aux opérations d'enregistrement des électeurs lancées depuis le 4 septembre dans la province.

Mongala : l'assemblée provinciale réclame l'élection d'un nouveau gouverneur. L'assemblée provinciale de la Mongala demande au ministre de l'Intérieur d'instruire la CENI d'organiser dans un bref délai l'élection du nouveau gouverneur de province. Dans une communication à la presse intervenue samedi 14 octobre, le président de cette institution, Bienvenu Moyengo fait savoir qu'une motion de défiance lancée contre l'actuel gouverneur Bienvenu Essimba par un groupe de députés a été votée samedi lors d'une plénière. Ce qui ouvre la voie à l'élection d'un nouveau gouverneur, a-t-il argumenté. Il précise par ailleurs que M. Esimba est accusé par ces députés d'avoir ordonné en décembre 2016 la répression des adeptes de la secte Waminene qui refusaient de se faire délogés de leur siège à Lisala. Environ vingt membres de cette secte avaient succombé à la suite de l'intervention de la police. Appelé en consultation à Kinshasa suite à ces incidents, le gouverneur Esimba n'a plus regagné sa province, a relevé M. Moyengo.

Nord-Kivu : la police étouffe la marche pacifique du Rassemblement à Goma. La Police nationale congolaise (PNC) a étouffé la marche pacifique du Rassemblement des forces politiques et sociales au changement prévue lundi 16 octobre à Goma au Nord-Kivu. Cette marche devrait partir du Rond-point Signers, au centre-ville, avec comme point de chute le gouvernorat de province. Au moment où les manifestants se sont rassemblés pour débiter l'activité, ils ont été dispersés par la police. Elle a interpellé huit parmi eux, dont cinq militants du Rassemblement et trois membres d'équipage du véhicule qui contenait le matériel de sonorisation. La Police a confisqué le matériel et a conduit les

personnes interpellées au cachot de la mairie à Goma. Les huit membres arrêtés ont par la suite été relâchés, mais le matériel de sonorisation reste toujours confisqué.

Dilolo : arrestation des présumés auteurs du meurtre du gérant de l'agence de transfert des fonds «La Colombe». Six personnes soupçonnées d'avoir tué vendredi dernier à Dilolo (Lualaba) le gérant de l'agence de transfert de fonds «La colombe» et d'avoir emporté les 200 000 dollars américains qu'il possédait ont été arrêtées ce week-end, rapportent des sources locales. En remontant la piste, les forces de l'ordre sont tombés sur un bandit récidiviste qui après interrogation, est passé aux aveux. Grâce à son témoignage, cinq autres bandits ont été interpellés dont un capitaine de l'armée et quatre civils. Certains suspects ont été retrouvés en possession de fortes sommes d'argent en liquide.

La RDC élue au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. La République démocratique du Congo a été élue, lundi 16 octobre à New York (USA), membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Le pays a obtenu 151 voix sur 193 votants. Ce vote donne à la RDC le droit de siéger au sein de cette institution, alors que sa candidature a été largement contestée notamment par des ONG des droits de l'homme. Selon elles, ce pays ne sert de pas de modèle en la matière. Le Congo-Kinshasa ainsi intègre cette organisation pour les trois prochaines années à dater du mois de janvier 2018. En réaction, le gouvernement congolais se félicite de cette nouvelle.

Kikwit : l'ONG Canacu sensibilise les déplacés du Kasai à la culture de la paix. L'ONG Canacu, Communauté des amis de la nature et de la culture, a sensibilisé les déplacés du Kasai, à Kikwit et à Gungu, dans la province du Kwilu sur la culture de la paix et la cohabitation pacifique, à travers des spectacles du théâtre participatif et des échanges. Cette initiative, soutenue par l'Unicef, s'inscrit dans le cadre de la prévention et d'assistance aux enfants affectés par les conflits du Kasai dans le Kwilu.

Kasai-Central: première rentrée académique depuis la fin des violences. Comme dans les autres provinces du pays, les institutions universitaires du Kasai-Central ont officiellement débuté l'année académique 2017-2018 lundi 16 octobre. C'est la première rentrée depuis la fin des violences que la province a connues pendant environ une année. A l'Université de Kananga (Unikan), cette rentrée académique a été également l'occasion d'inaugurer officiellement le nouveau site qui abrite désormais cette institution. L'Unikan a construit de nouveaux auditoriums à Katambayi, dans la périphérie de Kananga, près de l'aéroport de la ville. Les violences que la région du Kasai a connues avaient perturbé le déroulement de l'année académique passée. Les cours ont été clôturés plusieurs semaines après les autres institutions universitaires du pays.

Colère américaine après l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. La RDC a été élue lundi 16 octobre au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, suscitant de vives critiques des Etats-Unis et d'ONG dénonçant son bilan en la matière. La RDC a recueilli 151 voix sur 193 votes, le nombre d'Etats membres de l'Assemblée générale de l'ONU. La majorité requise était de 97 voix. Le groupe de pays africains s'était mis d'accord il y a quelques mois pour proposer outre la RDC, l'Angola, le Nigeria et le Sénégal afin d'occuper les sièges alloués au continent. L'Angola a recueilli 187 votes, le Nigeria 185 et le Sénégal 188. Pour les Etats-Unis, l'élection de la RDC est "une preuve de plus du manque de crédibilité du Conseil des droits de l'Homme et de la nécessité de le réformer afin de le sauvegarder". Ce pays "connu pour sa répression politique, sa violence faite aux femmes et aux enfants, ses arrestations et détentions arbitraires, ses homicides et disparitions illégales, a été élu pour travailler au sein de l'institution la plus importante pour les droits de l'Homme", a dénoncé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

Mardi 17 octobre.

L'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme de l'ONU : «mauvaise nouvelle» pour l'ASADHO, réjouissance au gouvernement. L'Association africaine des droits de l'homme (Asadho) a déploré lundi 16 octobre l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. L'ONG estime que cette élection «est une mauvaise nouvelle» parce que d'après elle, la RDC n'est un bon exemple en la matière. De son côté, le gouvernement congolais s'est réjoui de cette élection. Son porte-parole promet que le pays va «partager son expérience en matière des droits de l'homme» avec les autres nations. Selon Jean-Claude Katende, président de l'Asadho, cette élection a été facilitée principalement par les Etats africains "qui, pour la plupart, ne sont pas de bons élèves en cette matière". En dépit de cette élection, il redoute une détérioration de la situation des droits de l'homme en RDC.

La déclaration de Nangaa fait mal à la démocratie congolaise, selon l'UNC. «La direction politique nationale de l'UNC rejette de la manière la plus catégorique cette communication qui frise la négation de la tenue des élections et par ricochet fait mal à la démocratie congolaise. Elle rejette avec force la proposition de vote semi électronique et appelle illico-presto la CENI de se raviser. Il sied de rappeler que 6 et 9 mois ont suffi [en 2011] pour que les élections se tiennent», affirme Coco Buatsha qui lisait la déclaration de l'UNC lundi 16 octobre à l'issue de la réunion de son

bureau politique tenue à Kinshasa. Pour le parti de Vital Kamerhe, le président de la CENI ne peut pas se substituer à la plénière de cette structure.

Beni : journées sans moto décrétées en mémoire des victimes des massacres. Les associations des taximen-moto de Beni ont décrété depuis lundi 16 octobre « trois journées sans moto » dans le territoire pour honorer la mémoire des vingt-six personnes massacrées le 8 octobre à Kamango à Beni (Nord-Kivu) par des présumés rebelles ougandais des ADF. Une dizaine de motocyclistes figuraient parmi les victimes de ce massacre. Des sources locales rapportent que le transport en commun par moto n'est plus opérationnel depuis lundi à Beni. Le même lundi, les habitants de Beni ont observé une journée de deuil sur toute l'étendue du territoire à l'appel de la société civile locale.

Kasaï: 750 000 enfants manquent à manger, alerte la Lizadeel. La Ligue de la zone Afrique pour la défense des droits des enfants et élèves (Lizadeel) révèle que plus de 750 000 enfants dans les provinces du Kasaï manquent à manger. Cette ONG de défense des droits des enfants et de la femme, qui fait référence au rapport des Nations unies qui rend compte de plusieurs centaines d'enfants en situation précaire dans cette partie du pays, a lancé lundi 15 octobre un appel à une mobilisation pour sauver les enfants du Kasaï. Joseph-Godé Kayembe demande aussi à la communauté internationale de « libérer tous les fonds que les humanitaires ont demandé afin que l'Unicef et les autres agences concernées comme Unfpa puissent développer les activités d'aide humanitaire ».

Grève des professeurs : un accord trouvé entre le gouvernement et les syndicats. Un accord a été trouvé vendredi dernier entre le gouvernement congolais et les professeurs d'université qui observaient depuis trois mois une grève pour réclamer l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. Les deux parties sont tombées d'accord pour que les professeurs soient payés au taux officiel fiscal appliqué sur le marché de change. Cependant, cette augmentation de l'enveloppe salariale ne prendra pas effet immédiatement. Selon cet accord, les professeurs ne jouiront de cette amélioration salariale que de manière séquentielle, avec une augmentation de 35% chaque trimestre à partir du mois du novembre.

La plateforme Forces centristes indépendantes de la République opposée à la proposition de Nangaa. La plateforme Forces centristes indépendantes de la République (FCIR) a rejeté la proposition de Corneille Nangaa, président de la Ceni, d'organiser les élections 504 jours après la fin de l'enrôlement des électeurs.

Ce que fait le Conseil des droits de l'homme des Nations unies que la RDC vient d'intégrer. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a été créé par l'assemblée générale de l'ONU, le 15 mars 2006, avec le but principal d'aborder des situations de violations de droits de l'homme et d'émettre des recommandations à leur encontre. Il sert de forum pour identifier, relever et réagir aux problèmes actuels des droits de l'homme et de premier point focal pour la recherche, l'éducation, l'information générale et la promotion des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies. Son rôle est de protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le monde entier notamment par des évaluations et recommandations régulières. D'autres dispositifs incluent un nouveau comité consultatif qui sert de « groupe de réflexion » au Conseil, lui fournissant expertise et conseil sur des questions thématiques des droits de l'homme, ainsi que le mécanisme révisé de procédé de plaintes qui permet à des individus et à des organismes de porter à connaissance du Conseil des plaintes de violations de droits de l'homme. Le Conseil de droits de l'homme continue également à travailler étroitement avec les procédures spéciales de l'ONU qui sont des mécanismes mis en place afin de s'occuper de la situation spécifique d'un pays ou de questions thématiques dans toutes les régions du monde. Les pays membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sont élus pour un mandat de trois ans.

RDC : Kibali Gold Mine appelle à la mise en place d'un panel d'experts pour la révision du code minier. La société minière Kibali Gold Mine préconise la mise en place d'un panel d'experts qui devra accompagner le processus de révision du code minier de la RDC. La révision du code minier de la RDC doit tenir compte des intérêts de chaque partie prenante et, dans ce contexte, il y a nécessité de prendre en compte ce qui est déjà fait ailleurs en matière du régime fiscal dans le secteur minier. C'est depuis juin que les députés nationaux examinent le projet de loi portant modification du code minier. La question de la révision de ce code est l'objet d'un débat dans l'opinion depuis de nombreuses années.

Tanganyika : deux localités de Kongolo se vident à cause de l'activisme d'une milice. Les localités de Mbulula et Makutano, se vident de leurs habitants depuis près de trois semaines, renseignent mardi 17 octobre des témoins. Selon eux, les populations de ces deux secteurs situés respectivement à 64 et 90 km à l'Est de Kongolo-centre (Tanganyika) fuient la progression des miliciens Hapa na pale. Ces miliciens avaient commencé par attaquer la cité de Lengwe en territoire de Nyunzu et progressent vers Kongolo. Une trentaine de kilomètres séparent les deux territoires.

La plateforme Congo en marche exige la démission de Corneille Nangaa et Bruno Tshibala. La plateforme politique Congo en marche exige la démission du président de la Ceni Corneille Nangaa et du Premier ministre Bruno

Tshibala pour n'avoir pas réussi à organiser les élections comme le prévoit l'accord du 31 décembre. Elle se dit fortement préoccupée par la « volonté manifeste de la Ceni de prolonger les élections au-delà de 2017.

Haut-Katanga : risque de résurgence du choléra à Kilwa. Les aires de santé de Lwanza et Lusalala, considérées comme des zones à risque dans la cité de Kilwa, territoire de Pweto dans la province du Haut-Katanga, manquent d'intrants pour la lutte contre le Choléra, a indiqué le médecin chef de zone de Kilwa. Chaque année, ces aires enregistrent jusqu'à une vingtaine de cas de choléra.

Le ministre Bitakwira demande la dissolution des ONG ayant combattu l'entrée de la RDC au Conseil des droits de l'homme. Justin Bitakwira, ministre du Développement rural assurant l'intérim de sa collègue des Droits humains, a préconisé mardi 17 octobre la dissolution des associations de défense des droits humains qui se sont opposées à l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Les associations qui ont combattu la candidature de la RDC travaillent contre les intérêts de la République, a soutenu M. Bitakwira lors d'une conférence de presse à Kinshasa. Le ministre Bitakwira accuse ces associations d'être alimentées par les puissances étrangères. Parmi les ONG incriminées figure l'Association congolaise pour l'accès à la justice. En réaction, le président de l'ACAJ, Georges Kapiamba, invite plutôt le gouvernement à se conformer aux engagements internationaux pris par la République démocratique du Congo, notamment en garantissant la liberté d'expression et d'association.

Mercredi 18 octobre.

RDC: des déplacés en situation difficile à Lubero. Les habitants de plusieurs localités du sud du territoire de Lubero au Nord-Kivu vivent, depuis plus de trois mois, dans des familles d'accueil à Maseraka et certains passent même la nuit à la belle étoile. La Convention pour le respect des droits humains (CRDH) a appelé mardi 17 octobre le gouvernement et les organisations humanitaires à venir en aide aux personnes déplacées. Ces personnes ont abandonné leurs villages, fuyant les affrontements entre les Fardc et les groupes armés qui écument la région. Elles se sont réfugiées notamment dans les localités de Kipese, Kitaki et Katambi.

Kongo Central : le député Phoba appelle les autorités à assurer la sécurité les habitants de Boma. Le député national Adrien Phoba, élu de la ville de Boma (Kongo Central), demande au gouvernement et aux services de sécurité de restaurer la sécurité dans cette ville. Selon lui, un groupe de bandits armés sème depuis près d'un mois la terreur dans cette ville. Adrien Phoba décrie la recrudescence des meurtres et braquages dont est victime la population de cette ville. Il plaide pour la traque rapide de ces bandits armés.

Le maire de Beni appelle ses administrés à se désolidariser des ADF. Le maire de la ville de Beni, province du Nord-Kivu, appelle toute la population de sa juridiction à se désolidariser des rebelles ADF. Jean Edmond Nyonyi Bwanakawa estime que c'est le seul moyen de mettre fin à la rébellion des ADF et au cycle des massacres perpétrés par ces derniers. Pour lui, la restauration de la paix et de la sécurité dans cette région est conditionnée par l'abandon de la collaboration entre certains habitants de Beni et les ADF qui tuent les innocents. La population de cette région vit, depuis trois ans, un calvaire ; 1 300 personnes tuées avec des femmes enceintes éventrées ; 53 000 personnes déplacées sans assistance humanitaire ; 1 750 maisons incendiées parfois avec des personnes à l'intérieur ; 27 écoles détruites ; 13 centres de santé incendiés avec des patients à l'intérieur.

Kasaï-Central : accusés de désertion, une centaine de policiers réclament leur réintégration. Une centaine de policiers, accusés par le commissariat provincial de la police du Kasaï-Central, d'avoir déserté leurs postes lors des violences liées au phénomène Kamuina Nsapu, réclament leur réintégration au sein de la police. D'après leur porte-parole, la plupart de ces policiers ont été à leurs postes et ont défendu le pays durant les violences qui ont secoué la région. Une version des faits que contredit le commissaire provincial de la police du Kasaï-Central, Fidèle Kahumba. L'officier accuse ces policiers non seulement d'avoir abandonné leurs postes, mais surtout d'avoir rallié la milice Kamuina Nsapu durant les violences. Pour lui, ces policiers ont violé la loi portant statut du personnel de carrière de la police qui, dans son article 228, déclare démissionnaire tout policier s'étant absenté plus d'un mois.

Gemena, une ville sans cimetière. La ville de Gemena, le chef-lieu de la province du Sud-Ubangi, n'a plus de cimetière, a déploré mardi la commission justice et paix du diocèse de Molegbe. Les trois derniers cimetières dont disposait la ville, ceux de Mama Yemo, Tabora et Isape, ont été fermés successivement il y a environ cinq ans. Depuis, ce sont les propriétaires des grandes concessions qui offrent leurs services aux familles éprouvées en leur proposant d'acheter des lopins des terres pour l'enterrement de leurs proches, «un commerce d'enterrement des morts géré par des privés».

Beni : l'administrateur appelle à éviter la route Mbau-Kamango. L'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, demande à la population de ce territoire de ne pas fréquenter, jusqu'à nouvel ordre, l'axe routier Mbau-Kamango, en chefferie de Watalinga. Il justifie cette décision par la reprise, depuis mardi 17 octobre, sur cette route, des combats entre les Forces armées de la RDC et les présumés ADF.

Kasaï-Oriental : les militaires sensibilisés sur les violences sexuelles et les droits humains. L'Etat-major général des Forces armées de la RDC, organise depuis mardi 17 octobre, des modules de sensibilisations des militaires (officiers et soldats de rang) de la 21e région militaire au Kasaï-Oriental, sur les violences sexuelles, les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Cette sensibilisation a pour objectif d'amener les Nations unies à rayer les Fardc de la liste noire des violences sexuelles.

Kwango : des militaires accusés de plusieurs abus dans des carrières minières. Les creuseurs artisanaux de diamant accusent les soldats de la Garde Républicaine qui assurent la sécurité de certaines carrières de diamant à Tembo-Cite dans le territoire de Kasongo-Lunda (Kwango) de plusieurs abus dont les extorsions des biens d'autrui et les arrestations arbitraires. Ils accusent également ces militaires d'outrepasser leurs fonctions en empêchant certains creuseurs artisanaux d'accéder dans des carrières de diamant.

Kananga : le prix du maïs s'envole faute de train. Le prix de maïs a augmenté sur le marché de Kananga, au Kasaï-Central, depuis une semaine. Une mesure communément appelé «mekka» qui coûtait 1 500 FC se vend actuellement à 1 900 FC, voire 2000 FC. Plusieurs vendeuses de cette denrée alimentaire expliquent que cette situation est liée à la rareté de ce produit sur le marché consécutive au manque de carburant. Selon plusieurs sources, la Société nationale de chemin de fer (SNCC) manquerait du carburant pour transporter des tonnes de maïs bloqués vers Mweka.

Beni: le convoi du Général Marcel Mbangi, commandant des opérations Sokola 1, attaqué par des présumés ADF, 1 mort. Le convoi du commandant du secteur opérationnel des opérations Sokola 1, le Général Marcel Mbangi, a été attaqué par des présumés rebelles ougandais des ADF ce mercredi 18 octobre 2017 sur la route Mbau-Kamango, au point km 16, dans le territoire de Beni. Un militaire a été tué et « quelques blessés ». L'attaque du convoi du général Mbangi n'a fait qu'aiguiser le patriotisme et la détermination de l'armée à en découdre avec l'ennemi».

Certification de l'étain : l'ITSCI menace de couper sa coopération avec la RDC. Le Programme ITSCI, qui certifie certains minerais congolais (comme l'étain) sur le marché international, menace de rompre sa collaboration avec la RDC suite « à la hausse spectaculaire de la taxe d'exportation que la DGDA a fait passer de 1 % à 10 % ». Kinshasa a jusqu'au 23 octobre 2017 pour réajuster cette taxation, selon la lettre adressée vendredi dernier au ministre des Mines par cette structure internationale. «Si le taux de 1 % de la taxe d'exportation tel que défini dans le code minier n'est pas reconfirmé, nous serons contraints de réexaminer et potentiellement suspendre, voire annuler, le programme ITSCI dans la région avec des conséquences négatives inimaginables dans les zones minières des Nord-Kivu et Sud-Kivu, du Maniema et dans l'ancienne province du Katanga où les activités de l'ITSCI ont contribué à subvenir aux besoins de plus de 60.000 creuseurs, plus les travailleurs auxiliaires, les transporteurs, tous leur dépendants et les entreprises assurant des services associés. ». La valeur de l'étain seul représente environ 12 millions de dollars US par mois, lesquels sont perdus par l'économie de la RDC en raison des changements de la fiscalité.

La Bralima annonce un licenciement massif. La direction générale de la société brassicole Bralima annonce une suppression des postes en son sein, à la suite d'une restructuration de ses activités dictée par un contexte économique difficile dans lequel l'entreprise évolue depuis quelques années. Le contexte économique difficile évoqué dans le mémorandum de la direction de la Bralima évoque la souffrance que connaît la société depuis 2013 avec l'augmentation des droits d'accises de plus de 50%. Un impôt indirect dû sur la consommation. Le document fait également mention de l'augmentation des tarifs de consommation d'eau et d'électricité de plus de 20 %. Ces difficultés ont été accentuées désormais par l'inflation galopante et la dépréciation du franc congolais. Une situation qui a obligé l'entreprise à fermer l'année dernière les usines de Boma (Kongo-Central) et de Mbandaka (Equateur) ainsi qu'une dépréciation de 286 millions d'euros de ses actifs.

RDC: l'accord du 31 décembre «est toujours valable», selon la Monusco. La Monusco s'en tient à l'application de l'accord du 31 décembre par toutes les parties prenantes, conformément au mandat lui confié par le Conseil de sécurité à travers la résolution 2348. Florence Marchall, porte-parole intérimaire de la Monusco, l'a déclaré mercredi 18 octobre, en réaction aux récents propos du président de la Ceni, Corneille Nangaa, estimant raisonnable le délai de 504 jours après la fin de l'enrôlement des électeurs pour organiser de bonnes élections en RDC. L'accord de la Saint Sylvestre dit « que le CNSA, le gouvernement et la Ceni peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement de ces élections. Donc à nos yeux, cet accord est toujours valable, tout comme la résolution 2348 du Conseil de sécurité qui nous demande d'accompagner sa mise en œuvre», a réaffirmé Mme Marchall.

RDC : la Tripartite recommande à la Ceni de lancer l'enrôlement des Congolais de la diaspora. La réunion tripartite Ceni-CNSA-Gouvernement s'est clôturée mercredi 18 octobre tard dans la soirée à Kinshasa. Les trois parties ont recommandé à la Ceni de publier sans tarder un calendrier électoral réaliste et de lancer l'enrôlement des Congolais de la diaspora. En attendant la « publication imminente du calendrier électoral », le Premier ministre a appelé le peuple congolais à rester calme et à défendre la paix, la stabilité et la concorde nationales.

Jeudi 19 octobre.

Massacre des civils à Beni : l'AR dénonce l'indifférence du gouvernement. La plateforme politique Alternance pour la République (AR) dénonce l'indifférence du gouvernement face aux massacres de plus de 30 personnes dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu, le 8 octobre dernier. L'AR «regrette que le gouvernement n'ait jusqu'ici pris aucune initiative ni pour soulager les victimes, ni pour sécuriser la population».

La RDC et la RCA au centre du 7e Sommet des chefs d'Etats membres de la CIRGL. Le 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands-lacs (CIRGL) s'ouvre ce jeudi 19 octobre à Brazzaville. Les réflexions tournent autour du thème «accélérer la mise en œuvre du pacte en vue d'assurer la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs». La situation qui prévaut en RDC et en République centrafricaine (RCA) sera au centre des discussions de ce sommet. Les chefs d'Etats et de gouvernement de la CIRGL vont aussi se pencher sur la situation au Burundi et au Soudan du sud. Le sommet a été précédé par des discussions entre experts et ministres des Affaires étrangères des douze Etats-membres de la CIRGL.

Organisation des élections 504 jours après l'enrôlement : Le Centre propose un dialogue. La plateforme politique Le Centre appelle la classe politique à privilégier la voix du dialogue pour sortir le pays de l'impasse politique actuelle. «Le délai technique présenté par la Ceni demandant 504 jours nous oblige à poser un regard froid et responsable sur le processus électoral. Le centre demande donc que la table ronde soit convoquée le plutôt possible. Que des solutions réelles soit au centre de ces discussions et non pas le partage des responsabilités», préconise Joseph Bangakya.

Kananga : le maire annule le sit-in de la Lucha. Le sit-in qu'envisageait d'organiser le mouvement citoyen Lutte pour le changement mercredi 18 octobre devant le siège de la CENI à Kananga (Kasai-Central) a été annulé par le maire de cette ville Jean Muamba. M. Muamba a demandé aux activistes de la Lucha de renvoyer leur manifestation à deux semaines, estimant que la paix est encore fragile dans cette ville qui sort des violences. La Lucha projetait de manifester devant les installations de la CENI à Kananga «pour rejeter les propos de Corneille Nangaa qui sollicitait 504 jours, après la fin des opérations d'enrôlement au Kasai et Kasai-Central mais également dans une partie de la province de la Lomami afin d'organiser les élections», a expliqué le chargé de communication de la Lucha à Kananga.

RDC: 1 300 personnes ont été tuées dans les «atrocités du Kasai», selon la ministre des Droits humains. La ministre congolaise des Droits humains, Marie Ange Mushobekwa, a fait savoir mardi à Genève au Comité des droits de l'homme de l'ONU que 1300 personnes ont été tuées dans les «atrocités» qui ont été commises dans la région du Kasai. Selon elle, ces personnes ont été «essentiellement tuées et décapitées par ce que les médias internationaux appellent les miliciens». La ministre a soutenu que ces actes relèvent du terrorisme. Marie Ange Mushobekwa a notamment accusé les Kamuina Nsapu de s'être servi de la population civile – y compris des enfants – comme bouclier humain et de s'être attaqués aux personnes et aux édifices publics. De leur côté, plusieurs experts du Comité des droits de l'homme ont demandé à Kinshasa de faire toute la lumière sur les fosses communes découvertes dans le pays. L'ONU en a dénombré environ 80.

Joseph Kokonyangi: «La question de transition n'existe pas dans nos lois». Joseph Kokonyangi, secrétaire général adjoint de la Majorité présidentielle (MP) «s'inscrit en faux contre la récente déclaration du président du Rassemblement aile Limete évoquant l'idée d'une transition après le 31 décembre 2017 sans Joseph Kabila». Pour lui, aucun texte ne prévoit une transition si les élections ne sont pas organisées. Selon lui, Felix Tshisekedi est en train «d'induire le peuple en erreur par ses déclarations».

Nord-Kivu : 51 ex-combattants M23 se sont rendus à l'armée. Environ cinquante et un ex-combattants de l'ancien mouvement rebelle M23 en provenance de l'Ouganda se sont rendus volontairement mardi aux forces armées de la RDC à Bunagana, à 20 Km à l'Est de Rutshuru-centre (Nord-Kivu). Plus de 300 ex-combattants M23 se sont déjà rendus à l'armée depuis le début de l'année. Ces ex-combattants sont actuellement placés dans des centres de formation dans le cadre du programme de démobilisation et réinsertion des ex-combattants.

United Congolese Party «choqué» par l'élection de la RDC au conseil des droits de l'homme de l'ONU. United Congolese Party, une plateforme regroupant plusieurs associations caritatives et formations politiques, se dit «choqué» après l'élection de la RDC au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Christian Malanga, le président de cette structure estime que la désignation de la RDC comme membre de cet organe ternit l'image cette institution onusienne, censée promouvoir les droits humains. M. Malamba affirme que, outre la RDC, dont les gouvernants sont réputés pour des violations massives des droits de l'homme, ce Conseil a également élu récemment comme partie prenante l'Arabie Saoudite.

Kongolo : retour au calme à Mbulula après le déploiement de l'armée. Le calme est revenu depuis mercredi 18 octobre dans la localité de Mbulula dans le territoire de Kongolo après que plusieurs habitants de la contrée ont abandonné durant deux jours leurs habitations, pour fuir la progression des miliciens vers la zone. Des sources locales attribuent ce retour au déploiement depuis mardi dans la zone des militaires en provenance de Kongolo-Centre.

Le cholera a tué cinq personnes à Lubumbashi. La division provinciale de la Santé du Haut-Katanga a recensé cinq cas de décès dus au cholera à Lubumbashi depuis l'apparition de la maladie en août dernier. 94 cas suspects de cholera ont déjà été recensés sur l'ensemble de la province et la plupart de ces malades vivent à Lubumbashi et dans la cité voisine de Kilwa.

Ituri : la société civile de Mahagi dénonce le regain du banditisme. La Société civile de Mahagi dénonce le regain d'insécurité dans cette cité située à près de 180 km de Bunia (Ituri). Selon Pascal Udaga, président de cette structure citoyenne, plusieurs tentatives de vols à mains armées ont été déjouées par la population. Il appelle les autorités compétentes à prendre des dispositions nécessaires en vue d'éviter que les habitants de cette cité ne recommencent à se faire justice eux-mêmes. La Police a interpellé mercredi 18 octobre cinq personnes accusées d'avoir tué par balles un septuagénaire dans la nuit de lundi à mardi dernier à Gosivina.

Nord-Kivu : évaluation des défis sécuritaires après la fermeture des bases de la Monusco. Une mission mixte de la Monusco et du gouvernement provincial est arrivée mardi 17 octobre à Walikale pour évaluer les défis sécuritaires de la population, près de deux mois après le démantèlement de la base de la Monusco au Nord-Kivu. Pour l'administrateur du territoire, deux défis majeurs sont à relever : l'enclavement du territoire et l'activisme des groupes armés. en vue de la protection des civils et le développement socio-économique de ce territoire de Walikale.

Assemblée nationale : le service courrier accusé d'empêcher le dépôt de la pétition contre Aubin Minaku. Le service courrier du bureau du président de l'Assemblée nationale tourne à double vitesse, ont indiqué certains députés rencontrés dans les couloirs du Palais du peuple jeudi 19 octobre. Selon eux, des courriers émanant des élus du peuple ne sont pas les bienvenus dans ces services. En effet, depuis l'initiation de la pétition contre le président Aubin Minaku, ces services des courriers filtrent tout. Depuis près de quatre jours, il est devenu difficile pour les députés de déposer des courriers auprès de services concernés du bureau du président de l'Assemblée nationale. Ces députés s'en plaignent et disent ne pas comprendre comment les services administratifs doivent faire les frais d'une situation politique qui couve à l'Assemblée nationale.

Le député Alonga, initiateur de la pétition contre Aubin Minaka, craint pour sa vie. Le député Alonga estime que cette attaque est en rapport avec la pétition qu'il a initiée contre le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku : «Ma vie est visée parce que j'ai initié une pétition. Mon frère a été enlevé. N'eût été les embouteillages, je ne sais pas quel sort lui serait réservé ! Nous pensons que, si la RDC a opté pour la démocratie, comportons-nous en conséquence.»

RDC : la Comico se dit non concernée par des menaces djihadistes. Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 19 octobre à Kinshasa, la Communauté islamique en RDC (Comco) se dit non concernée par le djihadisme ni par la vidéo qui circule sur le Net appelant à la guerre des religions à Béni (Nord-Kivu).

L'instabilité en RDC inquiète les chefs d'Etat des Grands Lacs. La situation politique et sécuritaire en RDC reste "préoccupante", a déclaré en ouverture le président du Congo-Brazzaville Denis Sassou Nguesso, préconisant sans plus de détail des "actions concertées et transfrontalières" en vue de "promouvoir de manière durable la paix" chez son grand voisin. M. Sassou Nguesso accueillait plusieurs de ses homologues dont Joseph Kabila (RDC), le nouveau président angolais Joao Lourenço, Paul Kagame (Rwanda), Faustin-Archange Touadéra (Centrafrique) et Edgar Lungu (Zambie) pour ce sommet de la Conférence internationale pour la région des grands lacs (CIRGL). Dans leur communiqué final, les chefs d'Etat ont encouragé la Monusco et la CIRGL à "accélérer le rapatriement au Rwanda des anciens combattants des FDLR" actuellement hébergés dans des camps de transit. Les FDLR sont l'une des nombreuses milices hutu actives dans l'est de la RDC. Le deuxième mandat du président Kabila a pris fin en décembre 2016 et la Constitution lui interdit de se représenter, tout en lui permettant de rester en fonction jusqu'à l'installation de son successeur élu.

Vendredi 20 octobre.

Les présidents des assemblées provinciales bloqués à Kinshasa sans ressources. Les présidents des assemblées provinciales invités à Kinshasa vivent le calvaire depuis quelques jours. L'un d'eux, Vincent Mani, président de l'assemblée provinciale du Sud-Ubangui, a lancé un cri d'alarme jeudi 19 octobre à Radio Okapi. Il affirme que ses collègues et lui ne sont pas logés par l'Etat et ne touchent pas leurs émoluments depuis près de sept mois. Les dirigeants des institutions législatives provinciales avaient été invités à Kinshasa dans le cadre de la conférence des gouverneurs, qui n'a plus eu lieu. Radio Okapi a contacté le ministre d'Etat chargé de relations avec le Parlement, qui a promis répondre à ces doléances sans autres détails.

Henri-Thomas Lokondo « déçu » par les conclusions de la tripartite Ceni-CNSA-Gouvernement. Le député national Henri Thomas Lokondo affirme qu'il est «profondément déçu par les conclusions de la tripartite Ceni-CNSA-Gouvernement» qui s'est clôturée mercredi 18 octobre à Kinshasa. D'après lui, les conclusions sanctionnant la fin de la réunion d'évaluation du processus électoral par ces trois institutions sont presque vides et ne donnent aucune perspective pour l'avenir. L'élu de Mbandaka est aussi opposé à l'enrôlement des Congolais de l'étranger et propose la modification de cette disposition contenue dans l'actuelle loi électorale. Lors des travaux de clôture de la réunion tripartite, les participants avaient recommandé à la Ceni de publier sans tarder un calendrier électoral réaliste et de lancer l'enrôlement des Congolais de la diaspora.

Ntumba Luaba dénonce la violation de son domicile par des hommes en uniforme. Le professeur Alphonse Ntumba Luaba, secrétaire exécutif honoraire de la CIRGL, dénonce la violation de son domicile par des hommes en uniforme lourdement armés. Les faits ont eu lieu le mercredi 18 octobre aux environs de 23 heures, révèle-t-il. Pour le secrétaire exécutif honoraire de la CIRGL, cela est lié à la lettre qu'il a déposée à l'Hôtel de ville de Kinshasa. Dans ce courrier, il informe l'autorité provinciale de la tenue ce vendredi 20 octobre par le mouvement citoyen qu'il dirige, d'un sit-in à la Gare centrale pour dénoncer les propos du président de la Ceni évoquant le délai de 504 jours pour l'organisation des élections. L'ancien secrétaire exécutif de la Conférence internationale pour la région de Grands Lacs, a officiellement annoncé depuis le mois de juillet, sa candidature à l'élection présidentielle en RDC. Alphonse Ntumba Lwaba invite tous les Congolais à «rassembler toutes leurs forces et ressources pour surmonter tous les obstacles».

Equateur : les jeunes inquiets du retard pris pour organiser l'élection d'un nouveau gouverneur. Le retard pris dans l'organisation de l'élection d'un nouveau gouverneur de l'Equateur inquiète les jeunes, tant de la société civile que de la majorité présidentielle (MP). Ces craintes interviennent cinq jours après la désignation d'un gouverneur intérimaire dont ils estiment le pouvoir limité. La veille, les jeunes du groupe de réflexion «Pyramide» ont animé un point de presse à ce propos. Leur crainte, c'est de voir l'Equateur sans développement avec ce qu'ils appellent le régime d'intérim. Pour ces jeunes, après la déchéance du gouvernement Tony Bolamba le 7 septembre dernier, la Commission électorale nationale indépendante devrait appliquer les textes, en organisant de nouvelles élections, dans les trente jours qui ont suivi sa destitution.

Ituri: rétrocessions et dotations n'arrivent plus à la province depuis plus de 4 mois. Plusieurs services étatiques de l'Ituri ne bénéficient plus de rétrocessions, ni de frais de fonctionnement, moins encore de dotations de la part du gouvernement central depuis 7 mois. Leurs représentants ont déploré cette situation, jeudi 19 octobre. Dans cette province, les agents du gouvernement provincial ne sont pas payés depuis quatre mois. Les députés provinciaux ne perçoivent plus d'émoluments depuis sept mois. De son côté, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement central, Lambert Mende, reconnaît cette situation qu'il attribue à la conjoncture économique difficile actuelle. Certains analystes de la province interprètent en revanche cette situation comme «une volonté manifeste du pouvoir d'étouffer les provinces». Ils demandent que la retenue des 40% des recettes à la source soit appliquée par les provinces.

Nord-Kivu : l'activité des volcans Nyiragongo et Nyamulagira en baisse, rassure l'OVG. Depuis ce vendredi 20 octobre matin, l'activité de ces volcans Nyiragongo et Nyamulagira évolue vers la baisse. Selon l'Observatoire volcanique de Goma (OVG), ces volcans ont connu une intense activité dans leurs cratères respectifs mardi et mercredi derniers. «C'est une activité exceptionnelle. Toute l'activité est concentrée dans le cratère de Nyiragongo, un des volcans les plus actifs et dangereux d'Afrique», a déclaré Célestin Kasereka, directeur scientifique de l'OVG. Des rumeurs sur une éventuelle éruption volcanique circulaient sur les réseaux sociaux et dans Goma, ville qui a connu dans le passé des éruptions du Nyiragongo qui la surplombe, à une vingtaine de kilomètres au nord.

Le Royaume-Uni annonce une aide humanitaire d'urgence de 175 millions £ en faveur des victimes des conflits en RDC. La secrétaire d'Etat au sein du ministère de la Coopération internationale britannique, Priti Patel, a annoncé ce vendredi 20 mai une nouvelle aide humanitaire britannique estimée à 175 millions £ sur les 5 prochaines années. Cette contribution britannique servira à fournir une aide d'urgence à de centaines de milliers de personnes victimes de l'insécurité politique et du niveau accru de violence causés par les conflits. Priti Patel exhorte la communauté internationale d'agir maintenant et de ne pas oublier les millions de personnes déplacées suite aux conflits grandissants en RDC, indique un communiqué la Coopération internationale britannique publié ce vendredi.

Nord-Kivu : des combats opposent les FARDC aux miliciens APCLS sur la colline Kitobo. Les Forces armées de la RDC et les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) s'affrontent depuis deux jours sur la colline Kitobo, surplombant la cité de Kitshanga, à plus de 80 Km au Nord-Ouest de Goma (Nord-Kivu). Plusieurs sources renseignent que des tirs nourris étaient encore entendus jusque vendredi 20 octobre, aux environs de 11 heures. La veille dans l'après-midi, les combattants APCLS avaient tenté d'occuper la localité de Kitobo. Mais ils ont été repoussés par une offensive de l'armée.

RDC : la Majorité salue la tenue de la Tripartite CNSA-Ceni-Gouvernement. La Majorité présidentielle (MP) se réjouit de la tenue de la réunion tripartite CNSA-Ceni-Gouvernement à Kinshasa. André Alain Atundu estime que la mise sur pied du conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral (CNSA), présidé par Joseph Olenghankoy, a «clôturé le processus de mise en œuvre intégrale de l'accord» du 31 décembre 2016. « Au dire de toutes les bonnes volontés et de tous les acteurs de bonne foi, la crispation connaît une réalisation plus que satisfaisante. Tous les cas présentés par l'Union européenne, la CENCO et les USA ont finalement été résolus», s'est défendu le porte-parole de la majorité. Pourtant en septembre dernier, le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, présidé par Felix Tshisekedi, affirmait le contraire. Cette plateforme de l'opposition exigeait le retour de l'opposant de Moïse Katumbi « en homme libre » ainsi que la libération de Diomi Ndongala, Jean Claude Muyambo, Franck Diongo...

Ituri : la Monusco remet du matériel à la radio «Pax Umoja». La Monusco a remis jeudi 19 octobre au gouvernement provincial de l'Ituri du matériel pour la Radio communautaire «Pax Umoja» ainsi qu'un bâtiment qui va abriter la clinique juridique pour l'accompagnement des victimes de violences sexuelles. La cérémonie s'est déroulée à Gety dans la collectivité de Walendu Bindu, à près de 60 km au sud de Bunia. La radio communautaire Pax Umoja, qui est la troisième à être installée dans cette zone, a une capacité de 1000 watts. Elle arrose presque tout le territoire d'Irumu et une partie de la province du Nord-Kivu et des localités ougandaises au bord du lac Albert. Selon le chef de la Monusco en Ituri, Jilius Fondong, cette radio vise essentiellement à sensibiliser les miliciens des FRPI à quitter leurs maquis afin de pacifier cette zone en proie aux conflits armés depuis 17 ans.

Samedi 21 octobre.

Felix Tshisekedi attendu à Lubumbashi sur fond d'interdiction de manifestations publiques. Réuni jeudi dernier à Lubumbashi, le conseil urbain a réaffirmé l'interdiction de manifestations publiques sur toute l'étendue de cette ville du Haut-Katanga. Cette communication est faite, alors que le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement annonce l'arrivée à Lubumbashi ce week-end de Felix Tshisekedi [son arrivée a été renvoyée au lundi 23 octobre], président de cette plateforme de l'opposition. Le conseil urbain de sécurité a recommandé à la population la vigilance pour dénoncer tous ceux qui tenteraient de troubler l'ordre public. Lubumbashi, une ville cosmopolite, doit garder sa sérénité. Il a rappelé l'interdiction de «toute manifestation publique non autorisée.»

RDC : une pétition contre Aubin Minaku déposée à l'Assemblée nationale. Les députés de l'opposition ont déposé, vendredi 20 octobre, une pétition contre le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. Ils lui reprochent la violation de la constitution et le règlement d'ordre intérieur, en bloquant les motions de censure qu'ils proposent, par des motions incidentielles. L'initiateur de cette pétition, Toussaint Alonga, reproche à Aubin Minaku le conflit d'intérêt entre sa fonction de secrétaire général de la MP et le président de l'Assemblée nationale. Pour lui, il se comporte plus en secrétaire général de la MP que président de la chambre basse. **La pétition contre Aubin Minaku rejetée.** La pétition initiée contre le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a été rejetée, samedi 21 octobre. Dans une motion incidente du député François Nzekuye, il dit avoir relevé plusieurs irrégularités et vice des procédures. Une position soutenue par ses collègues de la Majorité présidentielle.

L'OCDH dénonce la détention prolongée des présumés miliciens Kamuina Nsapu à la prison de Kananga. L'Observatoire congolais des droits humains (OCDH) déplore que plus de deux cents personnes arrêtées pour leur participation présumée à la milice Kamuina Nsapu ne soient toujours pas jugées. Selon le coordonnateur provincial de cette ONG, Me Hubert Ngulandjoko, ces personnes sont détenues à la prison de Kananga depuis de nombreux mois,

certaines seraient détenues depuis aout 2016. D'après le bureau des droits de l'homme de la MONUSCO à Kananga, environ 270 présumés miliciens sont actuellement détenus à la prison de Kananga. Plus de la moitié d'entre eux attendent d'être jugés.

Lubero : plus de 200 écoles ont fermé à cause de l'insécurité. Plus de deux cents écoles du territoire de Lubero au Nord-Kivu ne fonctionnent plus suite à l'insécurité. Selon la Convention pour le respect des droits humains (CRDH), ces écoles ont fermé complètement leurs portes, quelques semaines seulement après la rentrée scolaire, qui est intervenue tardivement dans ce milieu. Me Olivier Kinzandu, un des membres de la CRDH, appelle au rétablissement «dans un bref délai» de la sécurité dans leurs milieux afin qu'ils reprennent le chemin de l'école.

RDC : cinq disparus dans l'éboulement d'une mine artisanale. Cinq personnes sont portées disparues dans l'éboulement d'une mine artisanale dans le nord-est de la RDC, a-t-on appris samedi des autorités locales. Cet éboulement s'est produit jeudi dans la mine d'or de Tsi à Lopa "suite à une forte pluie qui s'est abattue dans région", a-t-il expliqué. La localité de Lopa est située à environ 30 km au nord de Bunia, capitale de l'Ituri, région riche en or.

Equateur : la MP dresse le profil d'un nouveau gouverneur. Le nouveau gouverneur de l'Equateur doit être né à Mbandaka, ayant la maîtrise et les réalités du terrain, a proposé la Coordination de la majorité présidentielle (MP)/Equateur, dans sa déclaration politique. Privilégié «compétences locales» dans le choix du nouveau gouverneur favoriserait le développement de la province, au lieu des candidats de la «diaspora» habituellement proposés par leurs directoires ou le bureau politique de la plate-forme, a estimé le secrétaire rapporteur de la MP/Equateur, Jeanduros Lombelo.

Kananga: un présumé voleur battu à mort. Trois personnes se seraient introduites dans une maison pour voler. Les voisins, alertés par les habitants de la maison, ont accouru pour s'enquérir de la situation. Deux voleurs se seraient alors enfuis. Le troisième, appréhendé par des habitants du quartier, a été molesté. Il en est mort.

Sud-Kivu : plus de 50 000 déplacés internes enregistrés en deux mois. Des combats à répétitions entre les Forces armées de la RDC et des groupes armés ont fait plus de cinquante mille déplacés internes entre septembre et octobre, dans les territoires de Fizi, Uvira, Shabunda et Kalehe au Sud-Kivu. Selon les humanitaires, plus de 36 000 personnes déplacées ont été enregistrées dans le territoire de Fizi-centre. 2 000 à Uvira, plus de 3 400 déplacés à Kalehe et près de 10 000 personnes dans le territoire de Shabunda. Des affrontements récurrents entre l'armée et les miliciens sont les causes principales de cette situation. Seuls 20% d'enfants déplacés sont scolarisés et 80% de la population consomme l'eau non traitée qui les expose aux diverses maladies, déplorent les humanitaires. Le pillage du centre de santé de Mboko affecte la prise en charge d'une centaine d'enfants malnutris. Pour OCHA/Sud-Kivu, l'impraticabilité de plusieurs tronçons routiers dans le territoire de Shabunda empêche aussi une bonne prise en charge de ces personnes déplacées.

RDC : l'UDA de Claudel Lubaya «ne croit plus» à l'organisation des élections. L'Union démocratique africaine (UDA) originelle dit ne plus croire à la tenue des élections en RDC. «Le processus électoral tel que la Commission électorale nationale indépendante est en train de la conduire, c'est de la provocation. Nous n'y entrons plus. Nous n'y croyons plus d'ailleurs et nous pensons que cette provocation n'amènera pas le pays dans un bon chemin», a affirmé, Patrick Nsakala, le nouveau secrétaire général de l'UDA, installé le même samedi. Le nouveau secrétaire général de l'UDA souhaite que les élections soient organisées «d'une autre manière et pas avec la CENI dirigée par Corneille Nangaa». Pour l'UDA, le pouvoir actuel s'arrête à la fin du 31 décembre 2017.

Dimanche 22 octobre.

RDC : le Rassemblement/Kasa-Vubu exige le retrait des institutions « des cadres ne respectant pas la ligne de conduite». Le Rassemblement/Kasa-Vubu demande au président du comité des sages de cette plateforme politique Joseph Olenghankoy de retirer des institutions de la RDC tous les cadres de ce regroupement politique dont le comportement s'est avéré contraire aux objectifs que s'est assigné la plateforme politique dans la gestion consensuelle du pays.

RDC : les professeurs suspendent leur grève. Les professeurs d'université ont suspendu samedi 21 octobre leur mouvement de grève qu'ils avaient lancé depuis deux mois. D'après le président de l'association de professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) le professeur Antoine Kitombole, l'assemblée générale des professeurs a approuvé le protocole d'accord que leurs délégués ont signé vendredi 13 octobre dernier avec le gouvernement, estimant « c'allait dans le sens de leurs revendications ». L'accord trouvé entre le gouvernement et les syndicats des professeurs prévoit que les professeurs soient payés au taux officiel fiscal appliqué sur le marché de change. Cependant, cette augmentation

de l'enveloppe salariale ne prendra pas effet immédiatement. Selon cet accord, les professeurs ne jouiront de cette amélioration salariale que de manière séquentielle, avec une augmentation de 35% chaque trimestre à partir du mois du novembre.

Insécurité à Irumu : des notables locaux préconisent la reprise des pourparlers directs avec les FRPI. Plusieurs notables du territoire d'Irumu (Ituri) dont des acteurs politiques et des associations des jeunes, ont décidé de relancer les pourparlers directs avec les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) actifs dans la région pour restaurer la paix. Pour eux, l'option militaire a montré ses limites. « Nous avons souscrit pour le dialogue. C'est une approche qui permet à ce qu'il n'y ait pas beaucoup de pertes en vies humaines » a expliqué à Radio Okapi le député national Wilson Adirodou.

Nord-Kivu : l'UNPOL plaide pour une synergie dans la lutte contre le kidnapping à Goma. La police de la Monusco (UNPOL), secteur de Goma au Nord-Kivu a clôturé samedi 21 octobre un atelier de sensibilisation sur les efforts à fournir pour lutter contre le kidnapping dans la ville de Goma et ses environs. Une cinquantaine d'officiers de la Police nationale congolaise (PNC), les cadres administratifs locaux et acteurs de la société civile ont participé à cet atelier qui visait à amener les participants à opérer une synergie d'effort pour la lutte efficace contre ce phénomène. Le kidnapping est entretenu par plusieurs réseaux criminels dans la province du Nord-Kivu et dans la ville de Goma et a déjà fait des centaines des victimes depuis des mois.

Nord-Kivu : le chef des Maï-Maï Kifuafua sème la terreur à Waloa-Luanda et contraint les habitants à l'exil. Delphin Mbaenda, chef des miliciens Maï-Maï Kifuafua fait régner la terreur à Waloa-Luanda, un des 15 groupements qui constituent le territoire de Walikale (Nord-Kivu). Il pousse des centaines de personnes à l'exil, dénoncent ceux qui sont parvenus à s'échapper de ce groupement. Le chef des Maï-Maï kifuafua impose des taxes de toute nature et fait fouetter ceux qui sont dans l'impossibilité de les payer.

Haut-Katanga : la FAO satisfaite de la contribution des démobilisés au développement de leurs milieux. Le bureau de Lubumbashi de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture se félicite de la participation d'environ 250 ex-combattants démobilisés venus de la base de Kitona et de Kamina au développement de leurs milieux. Ces démobilisés ont été insérés dans leurs milliers d'origine à savoir Mitwaba, Pweto et la ville de Likasi. « Ils sont une équipe de 45 dans le territoire de Pweto et 58 dans le territoire de Mitwaba. Ils ont reçu des kits de réinsertion constitués des semences pour ceux d'agriculture. Noyaux des chèvres et des porcs pour ceux de l'élevage et les engins des pêches composés des filets et des pirogues et les communautés sont satisfaites du fruit de leur travail », rapporte Michel Ndongu, chef de bureau de la FAO.

Lundi 23 octobre.

RDC: au moins 28 opposants arrêtés à Lubumbashi. Au moins 28 militants de l'opposition congolaise ont été arrêtés selon la police, 48 selon leur parti, dimanche à Lubumbashi à la veille du déplacement annoncé de leur chef de file dans cette ville. "Au total 28 (activistes) ont été arrêtés et sont détenus au cachot. Ils seront jugés selon la loi", a déclaré à l'AFP le général Paulin Kyungu, commandant de la police de la province du Haut-Katanga. Les personnes arrêtées sont des militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, parti historique de l'opposition congolaise), selon l'officier. "Ils ont jeté des pierres sur ma jeep", "ils insultaient le chef de l'Etat", a-t-il ajouté. Ces arrestations interviennent à la veille d'une visite annoncée à Lubumbashi du chef de l'UDPS et du Rassemblement de l'opposition Félix Tshisekedi.

RDC : seuls 6 milliards USD sur les 50 que le sous-sol congolais a produits sont entrés dans les caisses de l'état. Le sous-sol congolais a produit près de 50 milliards de dollars de 2003 à 2013, et à peine 6 milliards de dollars sont entrés dans le trésor public. C'est ce qu'a révélé dimanche 22 octobre au cours de l'émission Grande interview Baudouin Nzowo Etundu Eyamba, conseiller chargé des questions Economiques, financières et de la Bonne Gouvernance au Sénat, depuis 2007, et qui a récemment démissionné de ses fonctions. Ce doctorant en finances publiques à l'Université protestante au Congo depuis 2013 cite un rapport de la Banque mondiale publié en début de cette année. «La Banque mondiale peut vous révéler, à travers son rapport qu'elle a rendue en début de cette année que de 2003 à 2013, le sous-sol congolais a produit près de 50 milliards de dollars. Et la traçabilité montre qu'à peine 6 milliards de dollars sont entrés dans la caisse de l'Etat. La fraude à tous les niveaux, les mécanismes fiscaux, c'est un problème de gouvernance. Nous devons le dénoncer. Voilà pourquoi le pays est plongé dans cette crise qui n'en finit pas», dénonce Baudouin Nzowo. Il affirme avoir démissionné il y a quelques jours de ses fonctions de conseiller au Sénat pour s'engager activement dans la lutte contre les abus de la gestion publique à travers son mouvement citoyen «Les Masses ». Selon lui, l'origine de la crise économique et sociale dans laquelle le pays est plongé est politique.

La MONUSCO demande «la libération immédiate» des militants de l'opposition arrêtés à Lubumbashi. Dans un communiqué de presse publié lundi 23 octobre, la Monusco demande «la libération immédiate» des militants de l'opposition arrêtés, dimanche à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, par les forces de défense et de sécurité congolaises. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU rappelle aux autorités congolaises «leurs obligations de garantir les libertés publiques et les droits civils et politiques à tous, conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de la RDC». Dans son communiqué, la Monusco se dit vivement préoccupée par les actes continus d'intimidation à l'encontre des membres de l'opposition. Deux incidents impliquant des hommes armés contre les résidences de Joseph Olengankoy et Alphonse Ntumba Luaba ont également été rapportés au cours des derniers jours à Kinshasa. Il exhorte «une nouvelle fois les autorités congolaises à urgemment mettre en œuvre des mesures de décrispation politiques et à ouvrir l'espace démocratique.»

RDC : des militants de l'UDPS dispersés près de l'aéroport de Lubumbashi. Plusieurs dizaines de militants d'opposition ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes, a constaté lundi 23 octobre un correspondant de l'AFP. Ces personnes se rendaient à l'aéroport de Lubumbashi dans le Sud-Est de la RDC accueillir leur chef de file, Félix Tshisekedi. "L'ordre a été donné par la mairie de Lubumbashi de disperser tout attroupement de plus de cinq personnes", a déclaré à l'AFP le général Paulin Kyungu, chef de la police de la province du Haut-Katanga. La RDC traverse une crise politique profonde liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat a expiré le 20 décembre 2016. La Constitution ne lui permet pas de se représenter mais l'autorise à rester en fonction jusqu'à l'élection de son successeur.

RDC : les avocats des gardes du corps de Katumbi réclament leur libération. Le collectif d'avocats des gardes du corps de l'opposant Moïse Katumbi Chapwe, arrêtés il y a une année par les services de sécurité à Lubumbashi, appelle les autorités judiciaires congolaises à libérer leurs clients pour manque de preuves sur les faits qui leur sont reprochés. Ces avocats ont lancé cet appel vendredi 20 octobre après la remise en liberté mercredi dernier de l'un des prévenus, Yanick Kibinga Muteba, par le parquet général de la République. Selon Maître King Mushilana la détention de ces personnes est arbitraire car elles avaient toutes été arrêtées dans les mêmes circonstances à Lubumbashi et transférées à la prison de Makala à Kinshasa.

Haut-Lomami : une centaine de camions bloqués sur le pont Lubilanshi, 4 décès. Une centaine de camions chargés de marchandises et de passagers sont bloqués depuis une semaine, sur le pont de la rivière Lubilanshi reliant la province du Haut-Lomami à celle de Lomami. Ces camions sont bloqués au niveau des rives gauche et droite de Lubilanshi, située à plus de 80 km de la cité de Kanyama, en provenance-pour la plupart-de grandes villes au Sud du Katanga, Lubumbashi-Kolwezi et Kamina et transportent la marchandise à Mbuji-Mayi. L'autorité territoriale indique que le pont Lubilanshi ne pourrait être mis en service qu'après son inauguration.

Assemblée nationale : le rejet de la pétition contre Aubin Minaku divise l'opposition et la majorité. Le rejet de la pétition contre le président de l'Assemblée nationale – en l'absence de leurs auteurs - est diversement commenté par les parlementaires. Les députés de l'opposition décrivent la tricherie d'Aubin Minaku, alors que ceux de la Majorité présidentielle brandissent le caractère urgent que revêtait le traitement de cette question. La pétition avait été initiée contre Aubin Minaku par les députés de l'opposition, qui l'accusaient d'avoir mal géré les motions de défiance contre deux membres du gouvernement. Les pétitionnaires disent avoir été surpris par la plénière du samedi, dont l'ordre du jour a été volontairement modifié séance tenante pour prendre à contre-pied les députés nationaux de l'opposition qui ont boycotté les plénières depuis quelques jours. Christian Mwando Simba, député membre du Rassemblement de l'opposition, soutient que le rejet de la pétition n'est qu'une forfaiture qu'Aubin Minaku a bien voulu entretenir pour détruire la démocratie au sein de l'hémicycle. Cette pétition a été rejetée à la suite d'une motion incidentielle présentée par François Nzekuye, député de la MP, estimant qu'il n'était pas admissible pour la Chambre basse du Parlement de traiter une pétition dont les auteurs boycottent la plénière.

RDC : Félix Tshisekedi est arrivé à Lubumbashi. Le président du Rassemblement, Felix Tshisekedi, est arrivé à Lubumbashi dans le Haut-Katanga, à 13h30'. Ces sympathisants empêchés de se rendre à l'aéroport ont été dispersés par la police. Des nombreux policiers stationnés sur la route menant vers l'aéroport dissuadent tout attroupement. Les autorités urbaines indiquent que toute manifestation politique est interdite jusqu'à nouvel ordre. Pour le moment, le programme de son séjour n'est pas encore connu compte tenu des perturbations intervenues dans les préparatifs.

L'UNC de Vital Kamerhe annonce son retrait du gouvernement Tshibala. Dans un communiqué signé lundi 23 octobre par le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe annonce que son parti se retire du gouvernement Tshibala. Le ministre d'Etat au Budget, Pierre Kangudia Mbayi, est l'unique membre de l'UNC présent au gouvernement. Le communiqué précise que cette décision a été prise « après concertation avec le camarade Pierre Kangudia Mbayi. »

Walikale: 30 personnes sont mortes de diarrhée en une semaine. Environ trente personnes sont déjà mortes de diarrhée en l'espace de quatre jours dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu, ont indiqué des sources médicales locales. Les responsables coutumiers et ecclésiastiques des groupements Ihana et Usala appellent à une intervention urgente des autorités pour éviter de nouvelles victimes.

Kinshasa : lancement de la campagne pour l'élection du président de l'assemblée provinciale. L'assemblée provinciale de Kinshasa a lancé ce lundi 23 octobre la campagne électorale pour remplacer le président de cette institution déchu le 5 octobre dernier par les députés provinciaux qui l'accusaient de mauvaise gestion financière. Aussitôt après sa déchéance, Roger Nsingi avait introduit un recours à la cour constitutionnelle. La réponse de la cour est toujours attendue.

Haut-Katanga : Félix Tshisekedi « dégoûté » par l'attitude de la police. Félix Tshisekedi, président de la plateforme de l'opposition le Rassemblement et qui séjourne à Lubumbashi depuis ce lundi 23 octobre, affirme qu'il est dégoûté par l'attitude de la Police à Lubumbashi. Il dénonce la séquestration de ses militants par la police ce lundi lors de son arrivée à Lubumbashi. « Je suis totalement choqué. Ce n'est même pas le terme, dégoûté par ces genres d'attitudes mais ça ne m'étonne pas ; désormais je sais que la peur les habite. Mais tout ce que je peux dire ici ce que la vérité on ne l'étouffe jamais. C'est impossible. On peut l'étouffer un jour, on peut l'étouffer un mois, on peut l'étouffer un an mais on ne pourra pas l'étouffer toujours et ça, ils l'apprendront à leur dépend lorsqu'ils devront quitter précipitamment ce pouvoir pour certains, d'autres aller en exil », affirme Félix Tshisekedi. Pour lui, le comportement de la police traduit le signe d'un régime finissant.

RDC : ce que dit la constitution à propos des manifestations publiques. Les droits des manifestations publiques sont parmi les droits civiques et politiques garantis par les articles compris entre 11 et 33 de la constitution. L'article 26 indique clairement la procédure à suivre pour des manifestations publiques : « La liberté de manifestation est garantie. Toute manifestation sur les voies publiques ou en plein air, impose aux organisateurs d'informer par écrit l'autorité administrative compétente. Nul ne peut être contraint à prendre part à une manifestation. La loi en fixe les mesures d'application ». « La liberté des réunions pacifiques et sans armes est garantie sous réserve du respect de la loi, de l'ordre public et des bonnes mœurs », indique l'article 25 de la constitution.

Mardi 24 octobre.

La décision de l'UNC ne sera efficace que si d'autres acteurs rejoignent cette dynamique (analyste). Le professeur Félicien Kabamba, analyste politique, a commenté le retrait de l'UNC du gouvernement Tshibala lundi 23 octobre. Il estime que cette décision ne pourra mettre à mal l'action gouvernementale que si d'autres acteurs de l'opposition qui sont dans l'exécutif décident de rejoindre cette dynamique. Si non, analyse-t-il, cela restera une décision isolée qui rentre dans la droite ligne de l'agenda du parti de Kamerhe. « Toute la question qu'il faut se poser est la suivante : est-ce que c'est le début d'un effondrement d'une coalition dont la cohésion est en train de se lézarder ? Nous allons observer cela avec le comportement d'autres acteurs politiques de l'opposition qui sont encore au gouvernement », note le professeur Félicien Kabamba.

RDC: Pierre Kangudia reste au gouvernement. Le ministre d'Etat au Budget, Pierre Kangudia Mbayi, qui était l'unique membre de l'Union pour la nation congolaise (UNC) au sein du gouvernement Tshibala, ne va pas démissionner malgré l'annonce faite la veille par son parti de quitter le gouvernement. Lors d'un point de presse mardi 24 octobre à Kinshasa, M. Kangudia a déclaré s'être désolidarisé de la décision de l'UNC. Cette décision, affirme-t-il, ne le concerne pas.

Antonio Guterres : «Notre sécurité est menacée, notamment par les armes nucléaires». Les Nations unies célèbrent le 24 octobre de chaque année, l'anniversaire de leur Charte, entrée en vigueur en 1945. A cette occasion, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a pointé les défis à relever et les menaces contre la paix, notamment les armes nucléaires et les phénomènes climatiques. Plus d'un demi-siècle après la signature de ce document, la menace contre la paix continue à peser dans plusieurs parties du monde. M. Guterres appelle donc la communauté internationale à dépasser les différences. « Nous avons les outils et les ressources nécessaires pour relever ces défis. Tout ce dont nous avons besoin, c'est la volonté de le faire », affirme-t-il. En marge de cette célébration, la Monusco accompagne le Pnud dans l'organisation de la journée portes ouvertes, le jeudi 26 octobre, à l'Institut Lumumba de Limete à Kinshasa, sur les objectifs du développement durable.

Kasaï: le nombre de déplacés internes a baissé de près de 50%. Aucun nouveau déplacement interne de population n'a été rapporté dans la région du Kasaï depuis le mois d'août, indique un rapport publié lundi 23 octobre par Ocha.

Selon ce document de l'agence humanitaire, le nombre total de déplacés est actuellement d'environ 760 000 personnes. Une diminution d'environ 50% par rapport aux derniers chiffres révélés dans le rapport publié en septembre dernier par Ocha qui faisait état d'environ 1,4 million de personnes qui avaient fui leurs habitations. Ocha explique cette baisse notamment par les mouvements de retour des déplacés. L'agence humanitaire note qu'au total 710 000 personnes sont rentrées dans leurs zones d'origine au cours des 18 derniers mois au Kasai-Central, à la Lomami et au Kasai-Oriental.

Nord-Kivu: des maisons incendiées par des présumés Maï-Maï Nyatura à Bwito. Plusieurs maisons ont été de nouveau incendiées dans la nuit de lundi à mardi 24 octobre dans la localité de Mirangi, chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Des sources locales accusent des miliciens Nyatura d'être à la base de ce drame. Certaines sources locales estiment que la majorité des maisons incendiées ont été ciblées par les Nyatura. Selon le chef de groupement Mutanda, il est difficile de préciser le nombre des maisons incendiées. Les victimes auraient fui vers l'axe Kanyabayonga- Lusowa.

Félix Tshisekedi accuse la CENI de prolonger illégalement le mandat de Kabila. Le président du Rassemblement de l'opposition accuse la Commission électorale nationale indépendante de rouler pour la Majorité présidentielle afin de « prolonger illégalement le mandat du chef de l'Etat ». Felix Tshisekedi l'a dit lundi 23 octobre au cours d'une conférence de presse à Lubumbashi.

« **La Police n'autorise pas une manifestation** », précise la **Police de Lubumbashi**. « Félix Tshisekedi est libre de faire ses activités politiques. Mais il y a des conditions. Si la manifestation n'est pas autorisée par l'autorité politico-administrative, la Police va l'empêcher. La Police n'autorise pas la manifestation, c'est l'autorité politico-administrative», précise le capitaine Charles Esperanto bin Luamba, porte-parole de la police au Haut-Katanga. Felix Tshisekedi, président de la plateforme de l'opposition le Rassemblement a affirmé qu'il est dégoûté par l'attitude de la Police à Lubumbashi. Il dénonçait la séquestration de ses militants par la police lors de son arrivée à Lubumbashi.

Caspa Nkituasisa élu président de l'assemblée provinciale de Kinshasa. Caspa Nkituasisa Lukoki a été élu ce mardi 24 octobre comme nouveau président de l'assemblée provinciale de Kinshasa. Il remplace Roger Nsingi, le président de cette institution déchu le 5 octobre dernier par les députés provinciaux qui l'accusaient de mauvaise gestion financière. Né à Mbanza Ngungu dans la province du Kongo Central et détenteur d'une licence en Français et linguistique africaine, Nkituasisa Lukoki, 52 ans vise grand pour ses nouvelles responsabilités dans la capitale. Il promet à ses collègues le paiement des arriérés dans cette institution mais aussi la mise en place d'un service médical interne.

L'USAID annonce une aide humanitaire supplémentaire de 26,9 million dollars pour la région du Kasai. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a annoncé ce mardi 24 octobre l'octroi d'un fonds d'urgence de 26,9 millions dollars pour aider les populations vulnérables dans la région du Kasai en RDC. Avec cette assistance, la contribution d'urgence de l'USAID en faveur de la RDC s'élève à plus de 128 millions dollars pour l'exercice 2017, indique un communiqué de l'USAID. Les activités consistent à fournir une aide alimentaire et des soins médicaux gratuits et à distribuer des articles tels que des bâches, des couvertures et des ustensiles de cuisine. Sont aussi concernés, poursuit le document, des programmes visant à fournir des opportunités d'emploi temporaire contribuant à la revitalisation de l'économie et un projet qui facilitera la réintégration communautaire des jeunes formellement associés aux milices.

Nord-Kivu : la ministre provinciale du plan commente le programme Fosod. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu, a déclaré l'année 2018, « une année avec zéro camp des déplacés internes » sur toute l'étendue de la province. Cet objectif sera atteint à travers le programme Forum solutions durables pour les déplacés internes (Fosod), mis en place en 2015 par le gouvernement provincial et exécuté avec l'accompagnement des partenaires humanitaires. La ministre provinciale du plan, Marie Shematshi revient sur les motivations de cette décision. « Ça fait plus de 20 ans que la province du Nord-Kivu héberge des camps des déplacés de guerre. L'autorité provinciale a trouvé que c'était anormal. Vous imaginez qu'il y a des enfants qui sont nés dans ces camps, aujourd'hui ils sont adultes. Parmi ces enfants, 80% n'ont pas étudié. Ils attendent que les humanitaires passent et leur donnent à manger. Nous nous rendons compte que ces populations sont prises en otage. C'est pour cette raison que nous avons mis en place le programme Forum solutions durables pour les déplacés internes, qui donne des solutions durables pour les déplacés ».

Mercredi 25 octobre.

RDC : L'Assemblée nationale juge recevable la proposition de loi portant institution du CNSA. L'Assemblée nationale a déclaré recevable, mardi 24 octobre, deux propositions de loi. La première porte sur l'institution du Conseil national de suivi de l'accord de la Saint Sylvestre (CNSA) et la seconde porte sur la révision de la loi de 2004 sur le fonctionnement des partis politiques. Ces deux propositions de loi sont envoyées en commission pour enrichissement.

Felix Tshisekedi empêché de tenir meeting à Lubumbashi. Le président du Rassemblement de l'opposition, Felix Tshilombo Tshisekedi, accuse la police et les autorités de la ville de Lubumbashi d'avoir empêché la tenue de son meeting mardi 24 octobre. Pour lui, il s'agit d'une décision arbitraire, qui ne peut se comprendre dans un pays qui siège au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Selon lui, les policiers qui l'empêchaient de sortir agissaient sur ordre des autorités de la ville. «Nous avons décidé d'y aller à pied. Et 500 mètres plus loin, ils ont déployé une ceinture des policiers surarmés », a-t-il poursuivi. Le Rassemblement, qui dénonce cette situation, dit ne pas baisser les bras. Sans les énumérer, le président de cette plateforme se déclare déterminé à poursuivre d'autres activités prévues pendant son séjour dans la capitale cuprifère.

Lubumbashi : le parti MSC dénonce l'arrestation d'un de ses cadres lors de la visite de Félix Tshisekedi. Le président du Mouvement de solidarité pour le changement (MSC), Laurent Batumona, un parti membre du Rassemblement de l'opposition aile Limete, proteste contre l'arrestation d'un de ses cadres à l'occasion de la visite à Lubumbashi de Félix Tshisekedi, président de cette plate-forme. Selon la police, 28 militants d'opposition (48 selon l'opposition) ont été arrêtés dimanche à la veille de la visite de M. Tshisekedi.

Jolino Makelele (UNC) : «En politique, lorsque le parti vous demande de partir, vous devez partir». L'Union pour la nation congolaise (UNC) dit ne pas comprendre la position prise par Pierre Kangudia, ministre du Budget, qui a refusé de quitter le gouvernement, mais a choisi de démissionner du parti. Pour le porte-parole du parti de Vital Kamerhe, Jolino Makelele, «lorsque vous n'avez plus la confiance du parti qui vous a mandaté, ne cherchez pas à savoir pourquoi». Dans un communiqué publié lundi 23 octobre, l'UNC avait déclaré se retirer du gouvernement indexant le retard pris dans l'organisation des élections. Pierre Kangudia, unique membre de l'UNC au gouvernement, a refusé de démissionner du gouvernement au lendemain de l'annonce de son parti, préférant plutôt le quitter.

Les jeunes artistes de Butembo lancent la « Toile de la paix ». A l'occasion de la célébration mardi 24 octobre de la Journée des Nations unies, plusieurs jeunes artistes de la ville Butembo au Nord-Kivu, regroupés au sein de l'ONG AFRIC'ARTI, ont lancé une «Toile de la Paix». Il s'agit d'«une peinture qui doit effacer le passé pour repeindre l'avenir », selon les organisateurs. Cette Toile va circuler dans plusieurs villes de la RDC. «La ' Toile de la Paix' consiste en une représentation des cruautés du passé. Le tableau est subdivisé en deux grandes parties: la première partie, c'est la partie réalisée par l'artiste et elle représente les atrocités et la seconde partie, c'est celle qui n'a pas encore été réalisée mais qui est en train d'être réalisée depuis aujourd'hui». C'est une partie où tout le monde prendra le pinceau pour repeindre «afin que cela arrive à produire une image d'espoir, une image positive pour l'avenir». La première étape s'est passée à Butembo et la dernière étape est prévue à Kinshasa.

Lubumbashi: libération des militants de l'opposition arrêtés lors de la visite de Félix Tshisekedi. Les personnes arrêtées en marge de la visite du président du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, Félix Tshisekedi, à Lubumbashi ont été libérées mercredi 24 octobre, selon l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et la police. Me Lupata, l'un des avocats, a remercié le bureau de la Monusco à Lubumbashi et les autorités judiciaires qui se sont impliqués pour résoudre cette affaire. Mercredi, dans un communiqué conjoint, la délégation de l'Union européenne en RDC en accord avec les chefs des missions diplomatiques des États-Unis, de la Suisse et du Canada ont appelé à la "libération" de "nombreux membres de l'opposition" arrêtés à Lubumbashi. Thomas Lupata exige la libération d'autres combattants de ce parti qui seraient encore détenus dans les cachots des services de sécurité.

Le M17 interpelle Joseph Kabila sur le blocage des motions à l'Assemblée nationale. Le Mouvement du 17 mai (M17) appelle le président Joseph Kabila, en sa qualité de garant du bon fonctionnement des institutions à remettre de l'ordre, notamment à l'Assemblée nationale et dans le secteur de la justice. Dans une rencontre avec la presse, mardi 24 octobre, son président, Augustin Kikukama, dit craindre le rythme de «démocratie à pensée unique» en RDC. En ce qui concerne l'Assemblée nationale, Augustin Kikukama a fait remarquer que le règlement d'ordre intérieur «est constamment violé au nom du principe de la Majorité». Dans le secteur de la justice, Augustin Kikukama a déploré ce qu'il considère comme une «humiliation des magistrats» par le ministre de la Justice lors de la rentrée judiciaire à la cour constitutionnelle le 18 octobre dernier. A cette occasion, Alexis Thambwe Mwamba avait traité les magistrats de corrompus, les personnes à la recherche de 3 V : véhicule, villa et veste, rappelle M. Kikukama.

Rareté des petites coupures de franc congolais. Les petites coupures de franc congolais se font de plus en plus rares dans la ville de Kinshasa. Le directeur général de la Banque centrale du Congo chargé des opérations, Jean Louis Kayembe, explique que la BCC émet d'une manière équitable les grosses et les petites coupures mais que cette rareté pourrait s'expliquer par le fait que les banques commerciales payent les fonctionnaires via les distributeurs, où il n'y a que de grosses coupures.

Bunia: des hommes armés attaquent le sous-commissariat de la police à HoHo. Des hommes armés, non identifiés, ont attaqué dans la nuit de lundi à mardi 24 octobre le bureau du sous-commissariat de la Police nationale congolaise (PNC) à Hoho, dans la périphérie Sud de Bunia (Ituri). Selon des témoins, aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

Kasaï Central: l'Union africaine salue l'évolution de la situation sécuritaire. La délégation du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine qui était ce mercredi 25 octobre à Kananga (Kasaï Central) a salué l'évolution de la situation sécuritaire dans cette ville, après le phénomène Kamuina Nsapu.

Andrew John Bonggi fait l'état des lieux de Transco, 5 ans après sa création. Andrew John Bonggi, directeur général adjoint de la société Transport au Congo (Transco) estime que l'entreprise garde très bien son cap, malgré les difficultés de divers ordres. Il affiche aussi son optimisme en ce qui concerne le nombre des bus disponibles. « Si on était sur une mauvaise pente, même la disponibilité des flottes serait très basse. Nous sommes à 430 bus disponibles chaque jour. Ça nous fait près de 90% de la disponibilité. Nous sommes dans les normes, cinq ans après, parce qu'il y a un secret : la maintenance », explique le directeur général adjoint.

L'UE, la Suisse, les EU et le Canada préoccupés par les restrictions à la liberté des réunions. La délégation de l'Union Européenne (UE) en accord avec les chefs de mission des Etats-Unis, de la Suisse et du Canada affirment dans un communiqué publié ce mercredi 25 octobre qu'ils sont profondément préoccupés par les restrictions à la liberté de réunion imposée par le gouvernement de la RDC et les autorités locales. Pour ces chefs de mission en RDC, l'interdiction des réunions publiques, la perturbation d'activités politiques pacifiques et les arrestations arbitraires sont incompatibles avec les normes démocratiques, en particulier la liberté de réunion et d'expression, que garantit la constitution congolaise. Ils recommandent que des élections pacifiques et crédibles puissent se tenir en conformité avec l'accord de la Saint Sylvestre et souhaitent que tous les dirigeants politiques et membres de la société civile puissent être libres de tenir des réunions publiques.

RDC : 644 violations des droits de l'homme enregistrées au mois de septembre (BCNUDH). La RDC a enregistré 644 violations des droits de l'homme en septembre 2017, soit une augmentation de 46 % par rapport aux 441 violations documentées au mois d'août, révèle le Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) ce mercredi 25 octobre. Cette recrudescence se traduit sur le terrain par le nombre élevé d'exécutions sommaires et extrajudiciaires et des atteintes aux libertés fondamentales dans le pays. Le rapport du BCNUDH met en cause les agents de l'Etat, à savoir l'ANR, les Fardc et la Police nationale et les groupes armés, toutes tendances confondues. Selon le rapport, la plupart des violations ont été localisées dans les provinces de l'Est affectées par les conflits.

Jeudi 26 octobre.

RDC: le Conseil supérieur de la magistrature préconise la création d'une mutuelle de santé. Créer une mutuelle de santé et une caisse de solidarité pour les magistrats. C'est l'une des principales recommandations qui émergent de l'assemblée générale extraordinaire du Conseil supérieur de la magistrature qui a pris fin mercredi 25 octobre à Kinshasa. D'après certains magistrats, l'Etat a failli à ses obligations en ne mettant pas à exécution l'article 25 des statuts des magistrats qui prévoit la prise en charge par le gouvernement des soins de santé et des frais des funérailles. Au cours de leur assemblée générale extraordinaire, ils ont résolu de se prendre en charge eux-mêmes notamment en cotisant pour les soins de santé et les frais funéraires. Concernant les reproches de corruption que le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba a formulés contre les magistrats à l'ouverture de l'assemblée générale, le président du Conseil Benoit Luamba, a estimé qu'il appartenait à l'inspecteur général des services judiciaires et pénitentiaires de vérifier ces allégations.

Kinshasa : tirs à l'arme automatique sur le bouvard du 30 juin. Des coups de feu ont été entendus ce jeudi 26 octobre peu avant 10 heures sur le boulevard du 30 juin non loin de la RawBank. Selon les témoins, la police a ouvert le feu pour répliquer à des bandits armés qui pourchassaient une fourgonnette transportant des billets de banque.

Nikki Haley est arrivée à Goma. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley est arrivée jeudi 26 octobre en fin de matinée à Goma en provenance de Kinshasa. Selon des sources sur place, elle va rencontrer les autorités de la province du Nord-Kivu confrontée depuis des mois à une crise sécuritaire et humanitaire. L'agenda de l'envoyée du président américain, prévoit des rencontres avec les responsables de la Monusco à Goma et ceux des partis politiques avant de rentrer à Kinshasa en fin d'après-midi. Elle devra rencontrer le président Joseph Kabila vendredi 27 octobre. Nikki Haley est arrivée mercredi à Kinshasa pour une visite de trois jours en RDC accompagnée d'une délégation d'une trentaine de personnes. Avant de venir à Kinshasa, elle s'était rendue en Éthiopie et au Soudan du Sud.

Le Rassemblement demande à Nikki Haley «des sanctions ciblées contre Joseph Kabila et son entourage». «Nous voulons demander à l'ambassadrice américaine et à travers tout le conseil de sécurité des Nations unies, qu'au 31 décembre, que monsieur Kabila ne soit plus reconnu pour représenter la RDC, mais qu'également quelques sanctions ciblées soient déjà prises contre Kabila lui-même, contre tout son entourage», a affirmé le coordonnateur du Rassemblement au Nord-Kivu, Jean Baptiste Kasekwa, qui a lu le mémo. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, a organisé un sit-in devant le quartier général de la Monusco à Goma, en rapport avec l'arrivée de l'ambassadrice Nikki Haley. Une manifestation qui se passe dans le calme, sans aucune présence de la police. A travers ce sit-in, le Rassemblement dit vouloir attirer l'attention de Nikki Haley sur le climat politique actuel en RDC. Il demande également à la communauté internationale de faire pression pour que « les élections aient lieu dans le délai constitutionnel ». Pour le Rassemblement, tous les efforts de retour de la paix en RDC sont anéantis «à cause de Joseph Kabila.»

Félix Tshisekedi à Lubumbashi : «La police ne pouvait pas encadrer les manifestations non autorisées». «La Police nationale congolaise (PNC) ne pouvait pas encadrer les manifestations qui n'étaient pas autorisées » par le maire de la ville de Lubumbashi a indiqué, mercredi 25 octobre, son porte-parole dans le Haut-Katanga, le capitaine Charles Esperanto Lwamba. «M. Felix Tshisekedi voulait à tout prix tenir un meeting à Matshipisha, un quartier populaire du côté de Katuba. Il voulait aussi tenir une conférence de presse à la résidence de l'honorable Kyungu wa Kumwanza. La police ne pouvait pas encadrer des manifestations qui n'étaient pas autorisées», a affirmé le capitaine Charles Esperanto Lwamba. L'opposant a estimé que la Police et le pouvoir l'ont empêché de rencontrer la population. «C'était juste pour le protéger. La police est là pour la protection des personnes et de leurs biens», a souligné le capitaine Charles Esperanto Lwamba.

Kasai-Central : l'Unicef appelle les enfants à retourner à l'école. Après les violences enregistrées dans le Kasai-Central, de suites du phénomène Kamuina Nsapu, le Fonds des Nations unies pour l'enfance appelle, jeudi 26 octobre, les enfants à regagner l'école et leurs familles. Cet appel s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'agence onusienne au programme de sensibilisation des enfants qui, en majorité, avaient été enrôlés dans le mouvement Kamuina Nsapu. A travers cette campagne intitulée «Je ne suis qu'un enfant », l'Unicef indique que c'est à l'école et dans la famille qu'un enfant va acquérir «la vraie éducation.» Selon l'Unicef, ces enfants ont un accès très réduit aux services de base comme l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et la protection.

Nikki Haley recommande à la communauté internationale de tout faire pour que les déplacés regagnent leurs milieux d'origine. Nikki Haley, ambassadrice des Etats Unis à l'ONU en visite en RDC, recommande à la communauté internationale de «faire ce qui est nécessaire pour permettre aux femmes déplacées de retourner dans leur milieu d'origine». Elle affirme que cette question ne relève pas uniquement des Nations-unies, mais aussi du gouvernement Congolais. L'envoyée répondait ainsi à Kitshanga (Nord-Kivu) aux préoccupations des femmes déplacées qui lui ont présenté les conditions difficiles dans lesquelles elles vivent. Ces femmes souhaitent retourner chez elles.

Nord-Kivu : des tirs à l'arme lourde entendus dans les environs de Beni. Des tirs à l'arme lourde et automatique sont entendus depuis ce jeudi 26 octobre après-midi dans la partie nord-est de la Ville de Beni au Nord Kivu. Selon des sources militaires, les forces de défense et de sécurité font face à une incursion d'hommes armés qui seraient identifiés comme de présumés ADF, dans le secteur de Mayangose / Kipriani en commune de Rwenzori. Cette situation a créé une panique dans la ville de Beni et plusieurs personnes qui habitent les périphéries de la commune de Rwenzori, la zone où se déroulent ces combats, se ruent vers le centre de Beni.

Ituri : des hommes avec des armes blanches attaquent l'hôpital de Nyakunde. L'hôpital Evangélique de Nyakunde a été attaqué dans la nuit de mercredi à jeudi 26 octobre par des hommes armés. Selon le médecin directeur de cette structure médicale, les assaillants porteurs de machettes et de couteaux ont passé à tabac un médecin qui assurait la garde, quelques infirmiers ainsi que plusieurs malades. Ils ont emporté plusieurs médicaments et une somme importante d'argent, regrette le docteur Baraka Mandro, médecin directeur de cet hôpital. Il regrette que les médecins deviennent les cibles des hommes armés.

Vendredi 27 octobre.

Kasaï : 60 personnes tuées au mois d'avril, selon un rapport du BCNUDH. Un rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) sur les violations des droits de l'homme en RDC publié mardi 24 octobre révèle que 64 personnes ont été tuées au mois d'avril dernier dans le territoire de Kamonia au Kasaï. Une mission d'enquête spéciale a permis de documenter de graves violations et atteintes aux droits de l'homme commises entre le 14 et le 26 avril 2017 à Kamonia. Des exactions auraient été commises par des membres de milices Bana Mura

et des militaires congolais dans le cadre d'opérations de traque des membres de la milice Kamuina Nsapu et d'une campagne de représailles contre les communautés Lulua et Luba. A cette période, lit-on dans le document, les miliciens Bana Mura ont exécuté sommairement au moins 64 personnes et violé au moins 41 femmes et deux enfants. Selon le bureau des droits de l'homme, ces actes ont parfois été commis avec le soutien actif des militaires. Ces derniers sont accusés par ailleurs d'être directement responsables de l'exécution extrajudiciaire d'au moins 17 civils, dont un enfant. En outre, le bureau des droits de l'homme a documenté 17 atteintes aux droits de l'homme commises entre mars et juin 2017 par des miliciens de Kamuina Nsapu. Ces derniers auraient notamment exécuté sommairement 14 hommes, 2 femmes et 7 enfants.

Beni: les activités tournent au ralenti après l'attaque des présumés ADF. Les activités sont timides à Beni vendredi 27 octobre après l'incursion la veille des présumés rebelles des ADF dans le quartier Boikene/Mayangose de la commune de Rwenzori. La plupart des habitants, qui avaient fui ce quartier pour se diriger vers le centre de la ville de Beni, n'ont toujours pas regagné leurs domiciles. «Pour l'instant, la situation est catastrophique, la population n'est pas encore revenue à cause de la peur. En plus, nous entendons encore des coups de feu. La population ne sait pas ce qui se passe. C'est pour cela que nous demandons à notre armée de sécuriser la population et à la Monusco d'intervenir», a témoigné Roger Muvuhe, le doyen des chefs d'avenue du quartier Boikene. La société civile locale se dit préoccupée par le regain des attaques des présumés ADF sur la ville de Beni. Gilbert Kambale, son président, demande au gouvernement congolais et à la communauté internationale d'accorder une attention particulière à la situation de Beni.

Mbandaka: restauration des patrouilles armée – police. Le comité provincial de sécurité présidé jeudi 26 octobre par Mme le gouverneur intérimaire de l'Equateur, Jeanine Intombi, a décidé de restaurer les patrouilles mixtes dans la ville de Mbandaka. Cette mesure fait suite au meurtre d'un fonctionnaire mercredi par des bandits.

Ituri: un mort et plusieurs cases incendiées suite à un conflit foncier. Un conflit foncier entre les habitants des villages de Djupajalafuru et leurs voisins de Djupagiju a dégénéré mercredi 25 octobre en chefferie de Djukoth, dans le territoire de Mahagi (Ituri). Selon la société civile locale, des échauffourées entre les deux parties qui portaient des armes blanches se sont soldées par la mort d'une personne, deux blessés et plusieurs maisons incendiées. Les habitants de ces deux localités, estimés à environ neuf mille, ont fui et toutes les activités sont paralysées. Les habitants de ces deux villages se disputent la colline de Kana dans la chefferie de Djukot, située à une trentaine de kilomètres de Mahagi-centre. Les deux villages sont vidés de leurs habitants et toutes les activités sont paralysées.

Libération de 6 pêcheurs enlevés par les Maï-Maï sur le lac Edouard. Les six pêcheurs enlevés mardi dernier par des éléments armés sur le lac Edouard près de Vitshumbi environ 22 km au nord-est de la Rwindi ont été relâchés mercredi 25 octobre après paiement d'une rançon de 600.000 francs congolais (400 USD) par personne. La société civile à Vitshumbi tire la sonnette d'alarme, car il y a de plus en plus de cas d'insécurité sur ce lac. Les Maï-Maï Charles qui sont mis en cause, font partie des groupes armés qui tracassent et harcèlent les pêcheurs dans cette région. Les ONG oeuvrant dans le secteur environnemental à Vitshumbi pensent que la situation devient de plus en plus préoccupante. Car c'est depuis au moins trois ans que les pêcheurs font face à l'insécurité au large du lac Edouard.

Kasaï : 515 centres d'enrolement sur les 822 prévus toujours pas opérationnels. Cinq cent quinze centres d'enrôlement des électeurs-sur huit cent vingt-deux prévus-dans l'espace Kasaï ne sont pas toujours opérationnels. Le secrétaire exécutif provincial de la commission électorale nationale indépendante, Floribert Mbongela, l'a déploré et il explique que cette situation est due au manque de carburant pour assurer le fonctionnement de ces centres.

Haut-Katanga : le conflit entre Twa et Zela est la cause de l'insécurité à Pweto (OCHA). Le conflit intercommunautaire est l'une des causes de l'insécurité dans le territoire de Pweto (Haut-Katanga), selon le bulletin d'information du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), publié jeudi 26 octobre. En dehors de ce conflit intercommunautaire, des attaques de la milice Bantou appelée «Eléments», en provenance du territoire de Moba, et des opérations de ratissage lancées par les Forces armées de la RDC contre cette milice sont aussi parmi les facteurs causant l'insécurité.

RDC : les Etats-Unis appellent la Ceni à organiser les élections en 2018. «Il est important que nous puissions organiser les élections en 2018. Le message a été clair : si les élections ne sont pas organisées en 2018, la RDC ne devra plus compter sur l'appui de la communauté internationale et des Etats-Unis d'Amérique. Il est donc important que les élections se tiennent en 2018. C'est ce que nous avons fait voir à la CENI», a déclaré Nikki Haley. Ces élections ne seront possibles que si toutes les parties prenantes donnent leur appui au processus électoral, a indiqué l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, citant entre autres les évêques, et les partis politiques. Elle a invité la CENI à publier un calendrier contenant les dates précises pour chacun des scrutins. Avant sa rencontre avec le président de la CENI, Nikki

Haley s'est entretenue avec un groupe d'opposants, notamment Felix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Eve Bazaiba et Pierre Lumbi.

Le parlement appelé à voter «le plus rapidement possible» les lois électorales. Le parlement congolais devra voter le plus rapidement possible les lois en rapport avec les élections pour que celles-ci se tiennent dans le délai le plus bref qu'il soit, a recommandé vendredi 27 octobre, l'ambassadrice des Etats-Unis, Nikki Haley, après son entretien avec le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. A travers cette recommandation, elle dit transmettre les messages des Etats-Unis d'Amérique, le Conseil de sécurité des Nations unies et de la communauté internationale. Pour sa part, la Conférence épiscopale nationale du Congo qui a aussi été reçue par Nikki Haley appelle le gouvernement américain et son peuple à la solidarité effective pour aider le peuple congolais à faire aboutir le processus électoral dans un délai convenable et acceptable par toutes les parties prenantes. Les évêques sollicitent également du gouvernement américain son implication afin de demander au chef de l'Etat, Joseph Kabila, son engagement explicite de ne plus se représenter comme candidat aux prochaines élections.

Samedi 28 octobre.

Kinshasa : la police transfère à la justice 36 personnes accusées de troubles. La Police nationale congolaise (PNC) a remis vendredi 28 octobre à l'auditorat militaire les trente-six personnes accusées d'être impliquées dans les dernières attaques à Kinshasa au mois d'août dernier. Selon le porte-parole de la police, colonel Pierrot Rombaut Mwanamputu, le transfèrement de ces personnes va permettre l'ouverture de leur procès devant la justice militaire. Des coups de feu avaient été entendus lundi 7 août matin dans les périmètres de la prison centrale de Makala dans la commune de Sembao et dans la commune de N'djili (Kinshasa). Selon les témoignages recueillis sur place, les policiers appelés en renfort tiraient pour disperser un groupe de manifestants portant des bandeaux rouges autour de leurs têtes qui passaient devant la prison centrale de Makala. Ils avaient procédé à quelques arrestations. A N'djili, non loin de la paroisse Sainte Thérèse, les témoins avaient évacué deux blessés par balle. Selon eux, les policiers avaient tiré en l'air pour disperser des jeunes qui se réclamaient de Bundu Dia Mayala de Ne Muanda Nsemi.

La Cenco demande l'implication de Washington dans le processus électoral congolais. La Conférence épiscopale nationale du Congo appelle le gouvernement et le peuple américains à la solidarité effective pour aider le peuple congolais à faire aboutir le processus électoral dans un délai convenable et acceptable par toutes les parties prenantes. Les évêques catholiques ont lancé cet appel lors de leur rencontre, vendredi 27 octobre à Kinshasa, avec Nikki Haley, ambassadeur des USA aux Nations unies. Les évêques sollicitent également du gouvernement américain son implication afin de demander au chef de l'Etat Joseph Kabila son engagement explicite à ne plus se représenter comme candidat aux prochaines élections.

RDC: la présence des braconniers sud soudanais tourmente la population de Mgoroko. Le village de Mgoroko (Haut-Uele) proche du parc national de la Garamba et à la frontière avec le Soudan du Sud vit dans la psychose depuis le début de cette semaine, suite à une forte intensification du braconnage par des groupes armés du Soudan du Sud. La nouvelle a été annoncée vendredi 27 octobre par le président de la commission Justice et Paix du diocèse de Dungu. Les braconniers armés en provenance du Soudan du Sud traversent paisiblement la frontière pour venir abattre les espèces protégées dans le parc de la Garamba. Il s'agit notamment des éléphants, pour s'accaparer de leurs défenses, de girafes et Rhinocéros. Cette situation dure depuis les différentes guerres de 1998, selon ce prêtre catholique.

L'opposition réitère à Nikki Haley sa position d'une transition sans Joseph Kabila. Nikki Haley, s'est entretenue vendredi 27 octobre à Kinshasa avec un groupe d'opposants constitué de Felix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Eve Bazaiba et Pierre Lumbi. Ces derniers lui ont remis leur mémorandum, dans lequel ils exigent une transition en RDC sans Joseph Kabila. «Notre position est claire est net : si d'ici au 31 décembre il n'y a pas d'élections ou s'il n'y a pas de signaux clairs, précis et avec des garanties de la communauté internationale, nous irons aux élections, mais sans le président Joseph Kabila. Au terme de ses échanges avec le président de la Ceni, l'ambassadrice américaine a recommandé l'organisation des élections en paix en 2018. Elle a par ailleurs appelé le Parlement à voter rapidement les lois relatives au processus électoral.

Uvira : 3000 caisses de bière Amstel bloquées par la DGDA. Plus de trois mille caisses de bière Amstel sont bloquées depuis un mois par les services douaniers à la frontière congolo-burundaise de Vugizo à Kiliba, en territoire d'Uvira, ont indiqué des sources locales samedi 28 octobre. Ces produits importés du Burundi appartiennent à cinq opérateurs économiques d'Uvira et de Bukavu, membres de l'association des vendeurs des produits Amstel. Il leur est reproché d'avoir violé le nouvel arrêté du ministre du Commerce extérieur, qui interdit pendant 6 mois l'importation de ces produits en faveur de la Bralima. Les opérateurs économiques s'insurgent contre la saisie de ces produits, dont la commande et la fabrication à l'usine avaient été effectuées avant même l'arrêté du ministre. Au cours d'une réunion

tenue à Bukavu, il avait été décidé que les produits déjà commandés soient déclinés de cette mesure d'interdiction prise par le ministre du Commerce extérieur. Mais depuis un mois, la dérogation n'est pas respectée. Pendant que les produits brassicoles importés du Burundi sont bloqués à Kiliba et à Kavimvira, les commerçants s'étonnent de voir que les mêmes produits passent par des voies frauduleuses la frontière Ruzizi premier à Bukavu avec la complicité des douaniers. Une mesure à double vitesse, déplorent-ils.

Dimanche 29 octobre.

Samy Badibanga créé la plateforme politique Les Progressistes. Samy Badibanga, Premier ministre honoraire et ancien président du groupe parlementaire UDPS et allié a lancé samedi 28 octobre la plateforme politique Les Progressistes. Selon les initiateurs, ce courant a comme objectif de fédérer toutes les forces politiques de l'opposition avant les prochaines échéances électorales. Samy Badibanga, son coordonnateur, appelle toutes les parties prenantes au processus électoral d'amender l'accord de la Saint Sylvestre pour obtenir les élections dans un bref délai. Pour lui, cet accord sera caduc à la date du 31 décembre 2017. D'où la, nécessité de l'amender. A propos de la Visite de Nikki Haley en RDC, l'ancien Premier ministre affirme qu'il ne faut pas « attendre l'intervention de l'étranger pour comprendre l'importance d'organiser les élections en 2018 ». Nommé Premier ministre le 17 novembre 2016 à la suite de la signature de l'accord politique de la cité de l'Union africaine à l'issue du dialogue où il a notamment été décidé qu'un gouvernement d'union nationale dirigé par une personnalité de l'opposition allait être mis en place, Samy Badibanga a été remplacé par Bruno Tshibala le 7 avril, comme le voulait l'accord du 31 décembre.

Congo Airways a transporté 203 000 passagers en 2016. En 2016, Congo Airways déclare avoir transporté 203 000 passagers jusqu'au mois d'octobre. Et la compagnie compte d'ici la fin de l'année transporter 266 000 passagers, a révélé Désiré Balazire, directeur général de Congo Airways, samedi 28 octobre. Il fait cette déclaration à l'occasion du deuxième anniversaire du lancement des vols domestiques de cette compagnie. Pour ces deux ans d'exploitation, Congo Airways fonctionne avec quatre avions dont deux bombardiers Q400 et deux Airbus-A320. Mais la compagnie compte avoir deux avions en location, renseigne Désiré Balazire. Il annonce l'arrivée d'un Airbus A319 pour renforcer la flotte en prévision des vols régionaux. Cette compagnie qui emploie 330 agents a comme associés le FPI, la SCTP, la RVA, l'INSS, l'OGEFREM, la GECAMINES et l'Etat congolais avec comme capital 117 millions de dollars.

Bunia : 19 prisonniers en détention irrégulière libérés. Dix-neuf détenus accusés pour des faits bénins notamment l'escroquerie, le vol simple et en détention irrégulière ont recouvrés la liberté samedi 28 octobre à Bunia dans la province de l'Ituri. C'était à l'occasion du lancement officiel des activités d'une nouvelle cellule du parquet dénommée « détention préventive » par le ministre provincial des droits humains. Cette structure a pour mission de lutter contre les détentions irrégulières pour désengorger les prisons et les amigos de la province qui hébergent au moins 50% des prévenus. A la prison centrale de Bunia, il y a 1060 détenus soit 5 fois plus que sa capacité d'accueil, a déclaré le directeur de la prison. A l'occasion de lancement officiel des activités de cette cellule, le procureur près le tribunal a recommandé aux magistrats de détenir les prévenus accusés pour des faits graves.

Fonction publique : 7000 agents du ministère de la Santé éligibles à la retraite. Plus de 7000 cadres et agents du ministère de la Santé sont éligibles à la retraite, a annoncé le ministre de la Fonction publique, Michel Bongongo samedi 28 octobre à Kinshasa devant la presse. Michel Bongongo a créé une commission interministérielle Fonction publique- ministère de la Santé pour identifier ces cadres et agents éligibles. Il exhorte ceux qui vont œuvrer dans cette commission à travailler dans le respect de la dignité du fonctionnaire.

Kasaï Central : 250 enfants sortis de la milice Kamuina Nsapu encadrés par le Bureau catholique de l'enfance. L'antenne de Kananga du Bureau national catholique de l'enfance a déjà accompagné 250 enfants sortis de la milice Kamuina Nsapu depuis le lancement de ses activités en avril dernier, indique Christian Kupa-Nkuteka, directeur provincial de cette structure. La plupart de ces enfants ont quitté la milice et sont retournés dans leurs familles. Il fait remarquer que certains enfants sont rejetés par leurs familles et leur communauté pour certaines exactions commises au sein de cette même communauté.

Assainissement de Kinshasa : le député Itoka exige un audit de la traçabilité des fonds perçus par le Bceco. Le député provincial Henri Itoka exige un audit pour avoir la traçabilité de l'argent pris par le Bureau central de coordination (Bceco), au trésor public au nom de la ville de Kinshasa pour l'exécution des travaux d'assainissement dans la capitale. Selon ce député provincial, rien que pour la seule date du 20 février dernier par, les documents de la Direction du trésor et d'ordonnancement, le BCECO a effectué quatre retraits des fonds pour un total de près de 6 millions de dollars américains. Henri Ikota dénonce le fait que cet argent soit dépensé sans que le gouvernement provincial ne soit associé alors que l'assainissement fait partie du domaine exclusif des provinces.

Elections en RDC : Kyungu wa Kumwanza demande l'accompagnement d'une structure internationale., «Nous demandons à la communauté internationale de prendre ce pays entre les mains pour organiser les élections. Comme on l'avait fait après Sun city, la communauté internationale avait organisé une structure CIAT là où il y avait tous les ambassadeurs des grands pays c'est ça que nous voulons maintenant afin qu'on aille aux élections», a plaidé Kyungu wa Kumwanza, le coordonnateur provincial du Rassemblement de l'opposition du Haut-Katanga. Gabriel Kyungu wa Kumwanza voudrait qu'une structure du genre Comité international d'accompagnement de la transition soit mise sur pied pour tirer le pays de la crise. La RDC traverse une crise politique suite notamment à la non tenue des élections en 2016. Un accord a été signé prévoyant l'organisation des scrutins le 31 décembre 2017. A près de 60 jours de cette date, la CENI se dit ne pas être prête pour organiser les élections. Aucun calendrier n'est encore publié et la commission prévoit d'organiser les scrutins 504 jours après la fin de l'enrôlement.

Sud-Ubangi : vive tension entre deux groupements de Budjala. Une vive tension est observée dimanche 29 octobre dans le territoire de Budjala au Sud-Ubangi suite à un conflit foncier qui oppose depuis deux mois les habitants de Ngobi-Mayi, groupement Kutu et de Bokalakiti, village et groupement de même nom. Ces deux groupements se disputent une zone de cueillette des produits forestiers. Le conflit qui a lieu depuis deux mois, s'est ravivé lorsque le chef de groupement Bokalakiti, armé d'un revolver de guerre, est allé pour la deuxième fois faire incursion chez les Ngobi-Mayi. Ces derniers sont allés garder leurs femmes et enfants dans la forêt en vue d'un affrontement avec les assaillants.

Georges Kapiamba : «Il est possible d'organiser les élections au plus tard en juillet 2018». «Il est possible d'organiser les élections dans les six mois, au plus tard au mois de juillet 2018», a affirmé le président de l'Association congolaise pour l'accès à la Justice (ACAJ). Dans une déclaration faite dimanche 29 octobre, il estime que le gouvernement américain et la communauté internationale devraient soutenir l'idée d'une courte période de transition avec au gouvernement de nouveaux leaders pour garantir la tenue effective de ces élections l'année prochaine. Georges Kapiamba qui a commenté la récente déclaration de l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, soutient qu'il est difficile techniquement d'organiser les élections en 2017.

Bas-Uélé : Gilbert Mokoto élu président de l'assemblée provinciale. M. Gilbert Mokoto, est le nouveau président de l'assemblée provinciale du Bas-Uélé. Augustin Panamoya est quant à lui a été élu vice-président avec six voix. Jean Luc Nkandapaba est élu rapporteur adjoint. Cette élection devrait compléter le bureau après la déchéance par l'assemblée il y a plus d'une année du président Eddy Pascal Sinango. Le scrutin s'est déroulé avec 7 élus provinciaux sur les 18 que compte l'assemblée provinciale. Le bureau a été représenté à la plénière par un seul membre dont le vice-président démissionnaire pour avoir postulé au poste de président de l'assemblée provinciale. Les 10 autres députés provinciaux, dont deux membres du bureau. Dans une déclaration politique, ils ont boycotté cette élection. «Le règlement nous dit que si le quorum n'est pas atteint, le président suspend la séance et à la seconde séance, on ne tiendra plus compte du quorum», a expliqué le député Damas Mambulu.

Lundi 30 octobre.

Hausse de frais scolaires au Nord-Kivu : la société civile exige le retrait de l'arrêté du gouverneur. Les organisations de la société civile «Forces vives» appellent le gouverneur du Nord-Kivu à retirer son arrêté du 25 août dernier annonçant la hausse des frais scolaires pour l'année scolaire 2017-2018. Lors d'une réunion tenue vendredi 27 octobre, ces organisations ont sollicité l'implication de l'assemblée provinciale pour protéger les enfants congolais dont le droit à l'éducation est garanti par la Constitution. Parmi les frais majorés figure celui du bulletin qui s'élève à 1000 francs congolais au lieu de 250 francs, l'année dernière. Les frais d'assurance scolaire ont été doublés. Ils passent de 100 à 200 Francs. Les frais de fonctionnement sont désormais fixés à 2 000 francs par trimestre, l'identification informatisée (1 500 Fc), frais de minerval (1 000 francs), retrait du diplôme d'Etat 30 000 FC, près de 20 USD, confirmation de réussite (5 000 francs), fonds provincial pour l'éducation (600 francs). Selon Bernadette Mapezi, la société civile menace de demander aux parents d'élèves de garder leurs enfants à la maison à partir du 2 novembre sur toute l'étendue de la province si cet arrêté n'est pas retiré.

Des coups de feu dans plusieurs quartiers de Goma. La ville de Goma s'est réveillée lundi 30 octobre matin dans la confusion avec des tirs entendus vers la sortie nord de cette ville du Nord-Kivu. Des manifestations de la population sont signalées notamment dans les quartiers Majengo, Kibweti-Ville, Ndosho et Katindo. Les manifestants tenteraient d'atteindre le centre-ville. Ils seraient sortis à la demande de la coalition de l'opposition, qui réclamerait le départ du président de la République avant le 31 décembre. Les écoles sont restées fermées, certains parents ayant préféré garder leurs enfants chez eux. Pendant ce temps, la police est déployée dans les endroits stratégiques du centre-ville.

Pierre Lumbi : «Si d'ici le 31 décembre il n'y a pas des signaux clairs, nous irons aux élections sans Kabila». Pierre Lumbi, président du conseil des sages du Rassemblement de l'opposition et président du G7 affirme que si les élections ne sont pas organisées cette année, elles le seront sans le Président Joseph Kabila. Pour lui, la Ceni a eu le temps nécessaire pour que les élections soient organisées au bon moment. Pour lui, il est important que l'accord du 31 décembre 2016 soit respecté. Parce qu'il constitue, à côté de la constitution, deux instruments qui vont guider le pays dans les jours à venir. Mais il relève le fait que seule l'implication des Congolais apportera des changements en RDC. «Rien ne nous sera donné si nous-mêmes Congolais, nous ne nous engageons pas à nous libérer nous-mêmes. C'est pour ça que nous lançons un appel au peuple congolais, afin qu'il se prépare à des actions que le Rassemblement va lancer dans les semaines à venir», indique Pierre Lumbi.

Nord-Kivu : de violents affrontements entre Fardc et les ADF sur l'axe Mbau Kamango. De violents affrontements opposent ce lundi 30 octobre les Fardc, appuyés par la force de la Monusco, et les présumés rebelles ADF sur l'axe Mbau-Kamango dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon des sources militaires, l'armée et les présumés ADF se disputent le contrôle total de cette route qui relie la localité de Kamango à d'autres agglomérations du territoire de Beni, route fermée à la circulation depuis trois semaines. Selon des sources sécuritaires, le contrôle de l'axe Mbau-Kamango est stratégique pour les Fardc, car à partir de cette route se trouvent plusieurs sentiers qui mènent vers les bastions et campements des ADF.

Beni : le général-major Léon Mushale appelle les ADF à déposer les armes. Le général-major Léon Mushale, commandant de la 3e zone de défense des FARDC appelle les ADF actifs dans le territoire de Beni à déposer les armes. Il a lancé cet appel ce lundi 30 octobre à partir de Beni. Il a, par la même occasion, annoncé que les renforts des FARDC sont déployés dans la région pour lancer des opérations de grande envergure contre l'ADF. D'après le commandant de la 3e zone de défense des FARDC, l'armée est décidée à en finir avec ce groupe armé.

Nord-Kivu : retour au calme après des violences meurtrières à Goma. Le calme est revenu à Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, lundi après-midi où six personnes, selon les témoins (deux selon la police), sont mortes dans des heurts violents entre la police et les manifestants qui réclamaient le départ au pouvoir du président Kabila à la fin de l'année 2017, en réponse à l'appel du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha). Selon les témoins, quatre civils et deux policiers sont morts, dix manifestants blessés et une dizaine de manifestants interpellés. Les dégâts matériels sont aussi importants. Le sous commissariat de la Police de Majengo a été entièrement saccagé avant d'être incendié. C'est autour de 6 heures du matin que les premiers coups de feu ont été entendus et du gaz lacrymogène lancé vers le quartier Majengo, dans la partie nord de la ville. Au même moment, des manifestants sont sortis du quartier Ndoshu, barricadant la route principale au niveau de la station Simba et de l'entrée-Président. Les manifestants ont opposé une résistance à la police pendant au moins 5 heures. Débordée, la Police a dû faire appel aux Fardc, qui sont venues en renfort. La tension est retombée à l'approche de 12 heures.

Mardi 31 octobre.

Election en RDC : la MP rejette l'idée de Kyungu sur un accompagnement de la communauté internationale. La proposition de Gabriel Kyungu Wakumwanza de demander à la Communauté internationale d'accompagner la RDC dans l'organisation des élections viole la constitution, a réagi lundi 30 octobre le communicateur de la Majorité présidentielle (MP), Sham Balume. La veille, le coordonnateur du Rassemblement du Haut-Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, avait demandé que la communauté internationale accompagne la RDC dans l'organisation des élections, se référant au Comité internationale d'accompagnement de la transition. Pour Sham Balume, la période d'avant les négociations de Sun City ne correspond pas à celle d'aujourd'hui. La RDC traverse une crise sociale et politique depuis fin 2016, suite à la non-organisation des élections. Face à cette impasse, les acteurs politiques et de la société civile se sont retrouvés pour tenter de sortir de cette situation à travers l'accord de la Saint Sylvestre, prévoyant la tenue des élections en décembre 2017. A deux mois de l'approche de cette date, ces scrutins semblent incertains.

Charles-Antoine Bambara explique les ajustements sur la grille des programmes de Radio Okapi. « Nous avons, au regard de la diminution légère des staffs de Radio Okapi, jugé bon de mettre en adéquation cette grille avec le nombre de staffs que nous avons pour continuer à émettre et à faire une radio de qualité, une Radio qui satisfasse les besoins des auditeurs, non seulement à Kinshasa, mais aussi à l'intérieur des provinces. La radio va continuer à couvrir les grands sujets, les grands thèmes d'actualité que vous connaissez », explique Charles-Antoine Bambara. Pourtant, il fait remarquer qu'il ne faut pas envisager la fermeture de la radio.. « Actuellement le nombre d'employés total de Radio Okapi dépasse les 150 employés, ce qui veut dire que nous avons encore un nombre important des staffs de Radio qui vont continuer à s'investir pour satisfaire l'audience de cette Radio qui est la radio des Nations unies et qui est aussi par définition la radio de la Nation congolaise. Car nous sommes au service de la Nation congolaise en lui proposant des programmes objectifs, impartiaux, équilibrés. C'est vrai que ce réajustement va toucher quelques collègues que nous

allons perdre, mais l'essentiel des employés va rester », rassure le de la Division de l'Information publique de la Monusco.

Kasaï: l'Unicef installe des salles de classes temporaires. L'Unicef installe depuis une dizaine de jours des salles de classe temporaires pour permettre aux élèves dont les écoles ont été détruites pendant les violences au Kasaï d'étudier, en attendant la reconstruction des infrastructures. Pendant les violences que la région a connues, l'agence onusienne estime qu'environ 400 écoles ont été détruites. Cette solution «temporaire» doit permettre à «des milliers d'enfants» de reprendre les cours. Ces salles de classe temporaires sont en fait des tentes montées avec bancs et tableaux où les élèves peuvent suivre des cours. Selon l'Unicef, 440 000 élèves n'ont pas pu terminer l'année scolaire passée à cause des violences dans la province du Kasaï.

RDC: un projet de loi pour lutter contre «la prolifération des mouvements associatifs». Alexis Thambwe a justifié la réforme de cette loi par la nécessité de lutter contre « la prolifération des ASBL en RDC ». L'existence de plus 25 000 associations de droit congolais et 1073 étrangères est à la base de multiples problèmes en RDC, a estimé Alexis Thambwe. Le ministre a par exemple rappelé que la loi actuelle oblige le ministre de la Justice, une fois que le délai de six mois est passé après dépôt d'un dossier de reconnaissance juridique d'une association, à accorder automatiquement cette personnalité juridique. Le député Henri Thomas Lokondo ne partage pas cet avis et qualifie d'ailleurs ce projet de loi d'anticonstitutionnel, estimant qu'il porte atteinte à la liberté d'association. Le député Oswald Mukingi, reconnaît l'existence d'un désordre dans les milieux associatifs mais l'attribue plutôt aux pouvoirs publics. «La faute, c'est à l'Etat congolais, qui ne sait pas [appliquer] la loi qui existe. C'est ainsi que moi, je propose que la loi en vigueur reste ; parce que ce qu'on nous propose c'est trop répressif», a-t-il dit à Radio Okapi. Le débat sur ce projet de loi va se poursuivre.

Kikwit: 159 agents de la régie financière provinciale licenciés. Au total, 159 agents de la Direction générale des recettes du Kwilu (DGREK) ont été licenciés, après l'installation du nouveau gouvernement provincial. Ces agents accusent le nouveau gouverneur de les remplacer par les militants de son parti politique et ses frères. Une accusation que rejette le porte-parole du gouvernement provincial. Le ministre provincial et porte-parole du gouvernement, Muzama Malela Dosithé, parle d'une réforme de cette régie financière provinciale en vue de relancer le Kwilu, «qui souffre de son développement suite à la mauvaise gestion de ses recettes propres». Selon lui, le gouverneur du Kwilu, Michel Bala-bala, a décidé de la restructuration de cette régie financière avec l'aval de l'assemblée provinciale.

Jean-Pierre Bemba: «La RDC doit cesser d'être la risée du monde». Jean-Pierre Bemba, président du parti politique Mouvement de libération du Congo (MLC) appelle l'opposition et la société civile congolaises à se mettre ensemble pour revendiquer une alternance démocratique dans le pays. «Cette coalition devrait être une mobilisation nationale pour défendre la constitution de la République et les acquis de la démocratie. Les forces sociales et politiques concernées devront s'organiser pour avoir un objectif commun, une parole commune et mener des actions concertées. Il demeure entendu que chaque force sociale ou politique devra conserver son autonomie ainsi que son identité. L'heure n'est plus aux tergiversations, prenons nos responsabilités. Nous devons tout faire pour restaurer la dignité du peuple congolais. La République démocratique du Congo doit cesser d'être la risée du monde», tonne Jean-Pierre Bemba.

Nord-Kivu : la FEC déplore la perte de 10 millions USD suite à la suspension de l'exploitation du cacao. L'exploitation du cacao et du café est suspendue depuis trois semaines dans la chefferie de Watalinga, suite aux affrontements entre les Forces armées de la RDC et les présumés rebelles ougandais des ADF. L'armée loyaliste et les rebelles se battent sur la route Mbau-Kamango (Nord-Kivu) et se disputent le contrôle total de cette route. Selon le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), Polycarpe Ndivito, cet arrêt de production a occasionné la perte de plus de 10 millions de dollars américains. Il raconte que toutes les activités sont aux arrêts depuis le début des combats. Une autre conséquence de ces affrontements c'est l'absence de trafic entre la localité de Kamango et la chefferie de Watalinga. Ces deux cités sont coupées des autres agglomérations du territoire de Beni. Selon des sources locales, la population de la région passe par l'Ouganda pour rejoindre les villes de Beni et de Butembo.

Une érosion menace de faire écrouler le mur de clôture de la prison de Kananga. Une érosion menace de faire écrouler le mur de clôture de la prison centrale de Kananga. Après la pluie qui s'est abattue dans la ville la nuit dernière, c'est désormais une petite bande de terre de moins de deux mètres qui sépare la clôture de la prison et la tête d'érosion. D'une profondeur d'environ 10 mètres, cette érosion s'étend sur plusieurs mètres de longueur. Elle est visible dans le quartier Kamayi depuis plusieurs années. Mais jusque-là, elle ne menaçait pas la prison. Le pire serait sûrement l'écroulement du mur de clôture de cette prison construite avant l'indépendance et dans laquelle sont détenus actuellement plus de 700 personnes. Parmi lesquelles des présumés miliciens Kamuina Nsapu.

Le Sénat ratifie l'accord de Paris sur le climat. Le Sénat de la RDC a ratifié, mardi 31 octobre, l'accord de Paris sur le climat. Ce texte est voté au second degré par tous les sénateurs présents à la plénière, à une semaine de l'ouverture de la 23e conférence internationale sur le climat (COP23). L'Assemblée nationale l'avait déjà entériné au premier degré le 15 octobre. Il ne reste plus qu'au président de la République de promulguer dans les heures qui suivent cette loi afin que la RDC espère bénéficier des fonds dans le cadre de la protection de l'environnement, a affirmé le Sénateur Mokoda Bonza. «Il faut attendre jusque 2020 pour bénéficier des fonds. L'accord prévoyait une enveloppe de l'ordre de 100 milliards USD par an pour l'ensemble de pays en développement. Il appartient maintenant à la RDC de préparer des dossiers bancables. Je crois que le Congo en a fortement besoin d'autant plus que la déforestation menace notre pays», a-t-il souligné.

Le Rassemblement/Limete insiste : une transition sans Joseph Kabila. Le Rassemblement de l'opposition aile Limité dit maintenir sa position d'instaurer une transition sans le président de la République Joseph Kabila après le 31 décembre 2017. D'après son président Felix Tshisekedi, cette prise de position a été transmise des vives voix à Nikki Haley, l'émissaire du président Américains Donal Trump pendant son séjour à Kinshasa. Pour lui, la Commission électorale nationale indépendante n'est plus crédible et ne peut plus «conduire le processus électoral à des élections crédibles.» Felix Tshisekedi dit associer le peuple pour instaurer un nouvel ordre politique à la fin de cette année.